



La banque de l'UE



Rapport annuel
Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures

2013

Sommaire



- 2** Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFUEAI)
- 4** Avant-propos conjoint du président de la BEI et du commissaire européen chargé du développement
- 6** Le FFUEAI en bref
- 8** Déclaration d'un donateur : le Royaume-Uni
- 10** Faits marquants du FFUEAI en 2013 : le nouveau guichet SE4All
- 12** Résultats opérationnels
 - 14** Opérations de subvention approuvées en 2013
 - 18** Description des opérations de subvention du FFUEAI approuvées en 2013
 - 34** Exemple de mise en œuvre réussie d'une subvention du FFUEAI
 - 38** Opérations de subvention ayant reçu une approbation de principe en 2013
 - 40** Total des décaissements sur la période 2007-2013
- 41** Perspectives – la réserve de projets
- 42** Conclusions du président du comité de gestion
- 44** Annexes
 - 45** Liste des opérations de subvention approuvées sur la période 2007-2013
 - 48** États financiers abrégés
 - 50** Liste des donateurs, des représentants, des membres du GBF et des contributions cumulées
 - 51** Glossaire des abréviations et acronymes

Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFUEAI)



Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFUEAI) est un instrument au service du programme plus large du Partenariat UE-Afrique pour les infrastructures. Depuis sa création en 2007, le FFUEAI a disposé d'une enveloppe de 469 millions d'EUR pour stimuler l'investissement dans les infrastructures régionales et transfrontalières en Afrique au moyen de financements combinant des prêts à long terme et des aides non remboursables (subventions) de la Commission européenne et des États membres de l'UE. En juillet 2013, le FFUEAI a en outre été désigné par la Commission européenne pour soutenir des projets du secteur de l'énergie qui répondent aux objectifs de l'initiative « Énergie durable pour tous » (Sustainable Energy for All, SE4All) des Nations unies. À cette fin, une seconde enveloppe lui a donc été allouée, le guichet FFUEAI-SE4All, dont le montant

actuel est de 329 millions d'EUR. Dans le cadre de l'initiative SE4All, l'accès effectif aux services énergétiques durables pour 500 millions de personnes d'ici à 2030 a été déclaré objectif clé pour l'Union européenne. Cet objectif est pleinement dans l'esprit du Programme pour le changement, la politique de l'UE pour le développement, qui distingue l'énergie comme l'un des principaux vecteurs d'une croissance inclusive. Il ne fait pas de doute qu'en Afrique subsaharienne – et particulièrement dans les zones rurales – le faible taux d'accès à des services d'énergie utilisant des sources durables est un obstacle majeur à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement. Les objectifs de l'initiative SE4All vont par ailleurs dans le sens des récentes conclusions du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA).



Les secteurs que couvre le Fonds fiduciaire par son guichet régional sont l'énergie, l'eau, les transports, les communications et les télécommunications. Les aides non remboursables peuvent prendre quatre formes : bonifications d'intérêts (BI), assistance technique (AT), subvention directe (SD) ou à l'investissement (SI) – pour financer certaines composantes d'un projet et abaisser ainsi le coût global de l'investissement pour le bénéficiaire –, et instrument financier (IF) – pour couvrir, par exemple, le coût de la garantie et de l'assurance d'un prêt, pour investir ou prendre une participation en fonds propres ou en quasi-fonds propres, ou pour assurer le partage des risques.

La structure de gouvernance se compose des organes ci-dessous :

■ **Le comité de pilotage du Partenariat**, établi en octobre 2007 à Addis-Abeba, qui joue le rôle de conseiller stratégique auprès du comité de gestion du FFUEAI. Il est composé à parité de représentants de l'Union européenne et de l'Union africaine (29 pour chacune).

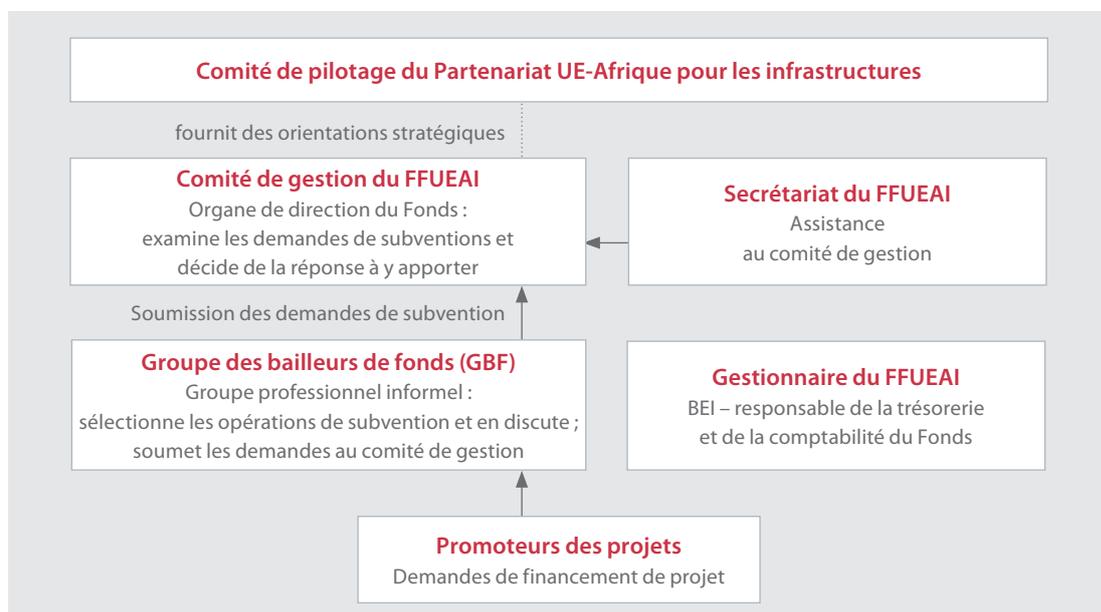
■ **Le comité de gestion des donateurs**, qui est l'organe de décision du FFUEAI et qui comprend trois catégories de membres : i) les membres votants, c'est-à-dire les donateurs (la Commission européenne et douze États membres de l'UE) ; ii) les

membres sans droit de vote, c'est-à-dire les États membres de l'UE qui n'ont pas encore rejoint le cercle des donateurs ; iii) la Banque européenne d'investissement (BEI) – en tant que gestionnaire du Fonds – et le secrétariat du Fonds, qui n'ont ni l'un ni l'autre de droit de vote. En tant qu'instance dirigeante du Fonds fiduciaire, le comité de gestion est responsable de toutes les décisions stratégiques.

■ **Le groupe des bailleurs de fonds (GBF)**, qui réunit les institutions financières désignées par chacun des donateurs ainsi que des experts de la Commission européenne. Toutes les demandes de subvention sont discutées par le GBF avant d'être soumises au comité de gestion pour approbation.

■ **Le gestionnaire du FFUEAI (la BEI)**, qui est chargé de la gestion financière, de la comptabilité et des opérations de trésorerie du Fonds.

■ **Le secrétariat, qui assiste le comité de gestion**. Le secrétariat participe à toutes les réunions du comité de gestion et du GBF, ainsi qu'à des manifestations rassemblant d'autres intervenants du secteur des infrastructures en Afrique. Il coordonne ainsi l'ensemble du processus de gouvernance du FFUEAI et fait office de centre de contact permanent pour les parties prenantes intéressées par les activités du Fonds.



Avant-propos conjoint du président de la BEI et du commissaire européen chargé du développement



Les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne restent bonnes, notamment avec une croissance qui devrait se poursuivre au rythme de 5 %¹ par an en moyenne pendant plusieurs années. Les excellents résultats des économies subsahariennes, bien supérieurs à ceux de la majorité des autres régions du monde, reposent sur l'augmentation de la demande intérieure et des investissements en moyens productifs.



Pour 2013, les chiffres définitifs de la croissance seront probablement légèrement inférieurs aux prévisions (5 % en moyenne au lieu de 5,6 %²), essentiellement en raison de facteurs externes. Pour 2014, la région pourrait être affectée par les réactions à la probable normalisation de la politique monétaire mondiale, mais le scénario central est celui d'une croissance économique de 6 %, dans des conditions de maintien général de la stabilité politique dans la région.

Il va de soi que ce tableau global masque des différences entre les pays. Alors que la majorité des économies d'Afrique subsaharienne souffrent d'un manque d'équipements, il est remarquable de constater que celles qui ont commencé à combler ces lacunes, comme la Tanzanie et l'Ouganda³, enregistrent souvent une croissance dynamique. Le FFUEAI a approuvé quatre opérations en lien avec ces pays cette année. Néanmoins, même là, il subsiste des difficultés, que ce soit dans le secteur des transports ou dans ceux de l'énergie, des communications ou de l'eau.

Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures a vu le jour en 2007. Cet instrument innovant de panachage de ressources cible les investissements en infrastructures destinés à favoriser l'intégration régionale et les interconnexions en Afrique tout en soutenant l'appropriation des projets par les partenaires africains, en particulier pour les projets inclus dans le plan d'action prioritaire (PAP) du PIDA. Le FFUEAI combine les contributions de la Commission européenne et des États membres qui y participent (12 actuellement) pour attirer les ressources à long terme d'une ou plusieurs banques ou agences de développement participantes et exercer un effet de levier sur ces ressources, aux fins d'appuyer des projets dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'eau et des technologies de l'information et des communications.

Depuis le début, le FFUEAI a toujours eu parmi ses priorités de faciliter le financement de projets ayant trait aux énergies, mais, en 2013, un guichet spécial lui a été adjoint pour lui permettre de contribuer à la mise en œuvre, en Afrique subsaharienne, de

¹Source : Financial Times, 7 octobre 2013

²Source : Perspectives économiques régionales, FMI, octobre 2013

³Source : *ibid.*



l'initiative SE4All du Secrétaire général des Nations unies. L'initiative Énergie durable pour tous vise à aider les pays à faire reculer la pauvreté et à remplir les objectifs plus larges du développement économique durable en adoptant directement des technologies modernes dans le domaine de l'énergie. Les trois objectifs – reliés entre eux – qui doivent être atteints d'ici à 2030 sont i) assurer l'accès universel à des services énergétiques modernes ; ii) doubler le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique ; et iii) multiplier par deux la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial. Pour manifester concrètement son adhésion à ces objectifs, fin 2012, la Commission a apporté au FFUEAI une contribution supplémentaire de 329 millions d'EUR (dont 150 millions d'EUR versés immédiatement), réservée expressément à des projets admissibles au guichet SE4All. Les approbations au titre de cette enveloppe ont démarré en octobre 2013 et atteignent plus de 95 millions d'EUR à la fin de l'année, la réserve représentant, elle, un montant potentiel supérieur au total des contributions.

Andris Piebalgs
Commissaire chargé du développement,
Commission européenne (donateur fondateur)

Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont aussi renfloué le FFUEAI en 2013, avec respectivement 48 millions d'EUR et 4 millions d'EUR. Cela montre que les États membres continuent de s'impliquer dans le FFUEAI et réaffirme le rôle du Royaume-Uni en tant que deuxième bailleur de fonds avec 113 millions d'EUR de contributions.

Les pages suivantes de ce Rapport annuel 2013 présentent en détail les 92 opérations, totalisant un peu plus de 497 millions d'EUR, qui ont été approuvées depuis 2007 et qui devraient, au vu des tendances actuelles, permettre de mobiliser des investissements représentant quatorze fois la valeur des subventions accordées. L'année 2013 est jusqu'ici celle qui a été la plus active pour le FFUEAI, avec 17 opérations de subvention, d'un montant total de 129 millions d'EUR, approuvées durant l'exercice.

Nous sommes convaincus que le FFUEAI, avec ses ressources financières supplémentaires et les moyens solides des institutions financières membres de son réseau de bailleurs de fonds, va continuer de faciliter l'accès aux financements pour les projets d'infrastructures dans nos pays partenaires en Afrique subsaharienne.

Werner Hoyer
Président, Banque européenne d'investissement
(gestionnaire du FFUEAI)

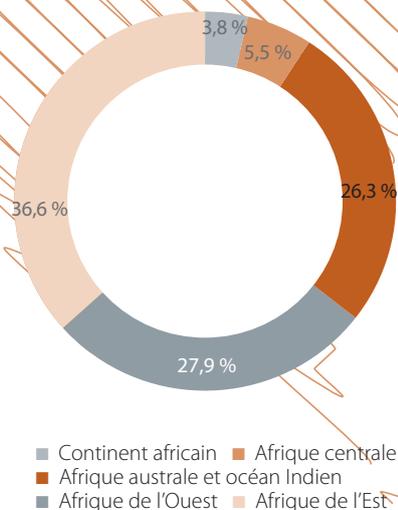


Le FFUEAI en bref

À la fin de 2013, 92 opérations de subvention totalisant un peu plus de 497 millions d'EUR avaient été approuvées à l'appui de 69 projets d'infrastructures en Afrique.

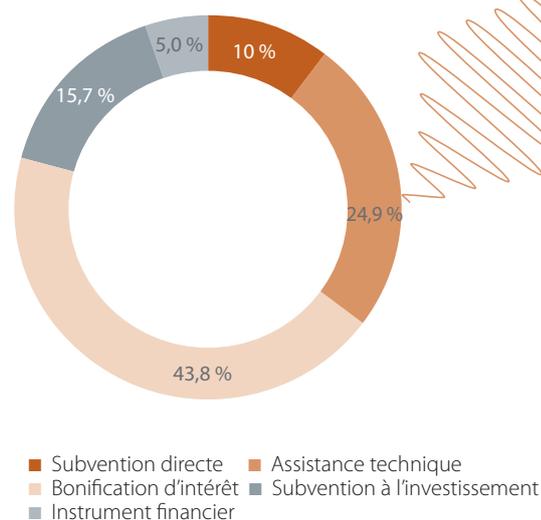
- Cinquante-cinq opérations de subvention, d'un montant total de 405,7 millions d'EUR, soutiennent des projets en phase d'investissement.
- Le coût total des projets concernés est évalué à 5,7 milliards d'EUR, dont 2,9 milliards d'EUR sont financés par le groupe des bailleurs de fonds (GBF).
- L'effet de levier global du FFUEAI est de 14 et le ratio de levier sur les ressources des bailleurs de fonds est de 7,2 pour 1.

Répartition des autorisations au titre du FFUEAI, par région



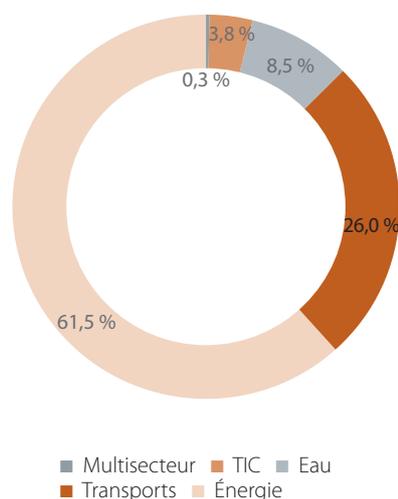
Région	Montant (en EUR, depuis la création)
Continent africain	18 800 000
Afrique centrale	27 402 100
Afrique australe et océan Indien	130 579 000
Afrique de l'Ouest	138 501 791
Afrique de l'Est	182 007 000
Total	497 289 891

Répartition des autorisations au titre du FFUEAI, par type de subvention



Type de subvention	Montant (en EUR, depuis la création)
Subvention directe (SD)	52 000 000
Assistance technique (AT)	124 028 100
Bonification d'intérêt (BI)	218 011 791
Subvention à l'investissement (SI)	78 250 000
Instrument financier (IF)	25 000 000
Total	497 289 891

Répartition des autorisations au titre du FFUEAI, par secteur d'activité



Secteur	Montant (en EUR, depuis la création)
Multisecteur	1 300 000
TIC	18 676 791
Eau	42 100 000
Transports	129 309 100
Énergie	305 904 000
Total	497 289 891

Déclaration d'un donateur : le Royaume-Uni



La vision du département « Afrique » du ministère britannique du développement international (DFID)

Les transports, l'énergie, l'eau potable et les télécommunications sont quelques-uns des piliers de la société moderne ; ils contribuent à « connecter » un continent et à permettre aux collectivités qui y vivent de fonctionner. Ces équipements facilitent la production industrielle et les échanges internationaux, qui ont toujours été à l'origine de formidables améliorations du niveau de vie dans le monde. Appuyer les investissements dans les infrastructures transfrontalières en Afrique est un

moyen d'encourager l'intégration régionale, de stimuler le commerce et de réduire la pauvreté à travers tout le continent.

Infrastructures et intégration régionale

Le Royaume-Uni considère que la principale valeur ajoutée du FFUEAI est sa mission spécifique d'appui aux infrastructures transfrontalières régionales, puisque rares sont les autres instruments qui ont cet objectif. Pour la majorité des pays africains, le commerce régional et international est essentiel, puisqu'il leur permet de développer leur avantage comparatif, de bénéficier d'un élément



de spécialisation et de participer à des chaînes de valeur mondiales. Les réseaux d'infrastructures matérielles ne peuvent être performants que si l'infrastructure logicielle (les politiques et la réglementation) qui les régit fonctionne elle-même efficacement. Parallèlement, l'intégration régionale ne fonctionnera que si les réglementations transfrontalières sont non seulement harmonisées, mais aussi mises en œuvre de manière cohérente. Pour réduire le coût des échanges commerciaux transfrontaliers, il faut traiter deux grandes questions : l'amélioration des équipements de transport et de commerce et la mise en œuvre efficace de mesures d'aide au commerce. Le Royaume-Uni salue la volonté du FFUEAI de s'attaquer à ces deux problèmes et, devant des résultats qui s'améliorent chaque année, a décidé d'augmenter son soutien au Fonds.

Des défis à relever

Pour le secteur des infrastructures en Afrique, deux grandes problématiques vont continuer d'être source de défis : l'immense déficit de financement et la nécessité de poursuivre l'amélioration du cadre réglementaire et institutionnel afin d'attirer davantage d'investissements. Ces améliorations sont vitales si l'on reconnaît l'importance du rôle du secteur privé pour une croissance durable et inclusive en Afrique. Le continent connaît une croissance forte et ces bons résultats économiques laissent espérer que des solutions peuvent être trouvées pour améliorer grandement la réalisation d'infrastructures sur le continent africain.

Un bon exemple de la complexité des investissements dans les infrastructures régionales et de la façon dont le FFUEAI aide à y faire face tout en optimisant le financement issu de différentes sources est l'interconnexion Côte d'Ivoire-Liberia-Sierra Leone-Guinée, d'une longueur de 1 350 km. Ce projet, un élément central du schéma directeur du pool d'énergie ouest-africain (WAPP), améliorera l'accès à une électricité moins chère, en permettant des échanges commerciaux d'énergie entre les quatre pays. La phase d'investissement du projet est financée par plusieurs bailleurs, dont l'Association internationale de développement (AID), la BEI, la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et la

Banque africaine de développement (BAfD). Une bonification d'intérêt et une subvention directe du FFUEAI ont rendu possible le bouclage financier du projet et ont permis à la BAfD de réaliser l'électrification de zones rurales en Sierra Leone.

Travailler en partenariat

Le Royaume-Uni est engagé dans un partenariat à long terme avec la BAfD, qu'il appuie dans son rôle de meneur pour la préparation et la mise en œuvre de projets d'équipement. Il a choisi de désigner, au sein du Groupe des bailleurs de fonds du FFUEAI, une institution de financement du développement non européenne, afin d'ajouter une voix africaine au débat, de favoriser le partage d'expérience et de renforcer les liens avec des initiatives africaines plus larges dans le domaine des infrastructures.

SE4All

Le Royaume-Uni soutient fermement l'initiative Énergie durable pour tous (SE4All) lancée par le Secrétaire général de l'ONU en 2011, qui vise à transformer les réseaux mondiaux d'énergie d'ici à 2030. Le secrétaire d'État au développement international et porte-parole du DFID, qui siège au conseil consultatif de SE4All aux côtés du commissaire Piebalgs, salue le rôle actif que joue la Commission pour faire avancer cette initiative. Depuis le début, le Royaume-Uni a toujours plaidé pour le maintien d'un objectif régional et transfrontalier pour le FFUEAI, tout en participant de manière constructive aux discussions sur le champ d'action futur du Fonds. Dans ce contexte, le Royaume-Uni voit le FFUEAI comme un vecteur utile, aux côtés d'autres instruments, pour aider à la réalisation des objectifs de SE4All.

Faits marquants du FFUEAI en 2013 : **le nouveau guichet SE4All**



Le monde est confronté à deux défis énergétiques corrélés : la nécessité de stabiliser le niveau global de CO₂ pour limiter l'impact des changements climatiques, et la fourniture d'une énergie abordable, fiable et propre à 1,5 milliard d'habitants des pays en développement – dont environ 600 millions dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne.

Alors que le réchauffement climatique et ses effets vont devenir l'un des plus graves problèmes de ce siècle pour la planète, il faut absolument enrayer la consommation effrénée de carbone dans le monde en favorisant l'exploitation de sources d'énergie plus durables. Pour souligner l'importance des questions énergétiques dans la problématique du développement durable, l'Assemblée générale des

Nations unies a, à l'unanimité, déclaré les années 2014 à 2024 « décennie de l'énergie durable pour tous ». Cette déclaration affirme la volonté de faire de l'énergie renouvelable une réalité universelle et de s'attacher à atteindre, d'ici à 2030, trois objectifs liés entre eux, à savoir :

- i. assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes ;
- ii. doubler le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique ;
- iii. multiplier par deux la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial.

D'après le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies, les changements climatiques pourraient avoir des



effets plus graves sur l'Afrique que sur tout autre continent, alors même que ce continent contribue très peu au réchauffement planétaire. Les Africains devront faire face à des événements climatiques plus extrêmes et plus imprévisibles, tels que les sécheresses et les inondations, qui auront des effets sur les récoltes, sur la biodiversité et sur la vie économique.

En outre, ce continent est en retard sur les autres en matière de production d'électricité. En Afrique, 57 % de la population n'ont toujours pas accès à l'électricité, ce qui entrave considérablement le développement économique. Cependant, sur tout le continent, il existe des possibilités notables de gains d'efficacité – tant du point de vue technique qu'au plan des modèles de recettes (il faut notamment abandonner la vente à perte, qui a souvent pour effet de freiner l'investissement) – ainsi qu'un vaste potentiel pour les énergies renouvelables. Avec ses ressources naturelles en grande partie inexploitées et son potentiel d'énergies renouvelables, le continent africain est dans une position idéale pour lancer des projets dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, et ainsi faire face au double problème des émissions de gaz à effet de serre et de l'augmentation de la demande d'énergie.

Le rôle du FFUEAI

Les mécanismes de panachage comme le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures constituent un moyen idéal pour débloquer les financements et le soutien nécessaires à la réalisation des objectifs ambitieux de l'initiative SE4All. Le FFUEAI soutient l'initiative SE4All par des subventions accordées sur une enveloppe de 329 millions d'EUR réservée à des projets énergétiques qui répondent aux critères d'admissibilité de la Commission européenne pour l'initiative SE4All et publiés en juillet 2013 (voir ci-dessous). Le Fonds offre à la fois des ressources financières et des compétences techniques pour appuyer des projets qui aident à ré-

pondre aux besoins de l'Afrique sur les plans de l'accès à l'énergie et de son utilisation rationnelle, tout en mettant en valeur le potentiel considérable du continent en matière d'énergies renouvelables.

Résumé des critères d'admissibilité de l'UE au titre de l'initiative SE4All

Accès à l'énergie :

- augmentation de la disponibilité de services énergétiques modernes ;
- amélioration de la qualité des services énergétiques (plus modernes) ;
- accroissement des capacités de production, modernisation et extension des réseaux de distribution et de transport ;
- réduction des pertes dans la production, le transport ou la distribution (par le raccordement de nouveaux clients ou l'amélioration d'un approvisionnement jusque-là insuffisant) ;
- élargissement de l'accès à l'électricité pour les populations des milieux rural, périurbain et urbain, au moyen d'extensions du réseau et (ou) de solutions décentralisées (en mini-réseau ou hors réseau, par exemple).

Modes de cuisson durables :

- élargissement de l'accès à des modes de cuisson modernes et à des combustibles durables.

Efficacité énergétique :

- accroissement de l'efficacité énergétique des entreprises, des bâtiments, de l'éclairage public, des communes, etc.

Énergies renouvelables :

- géothermie, biomasse, biogaz, hydroélectricité, solaire, éolien, énergie marémotrice.

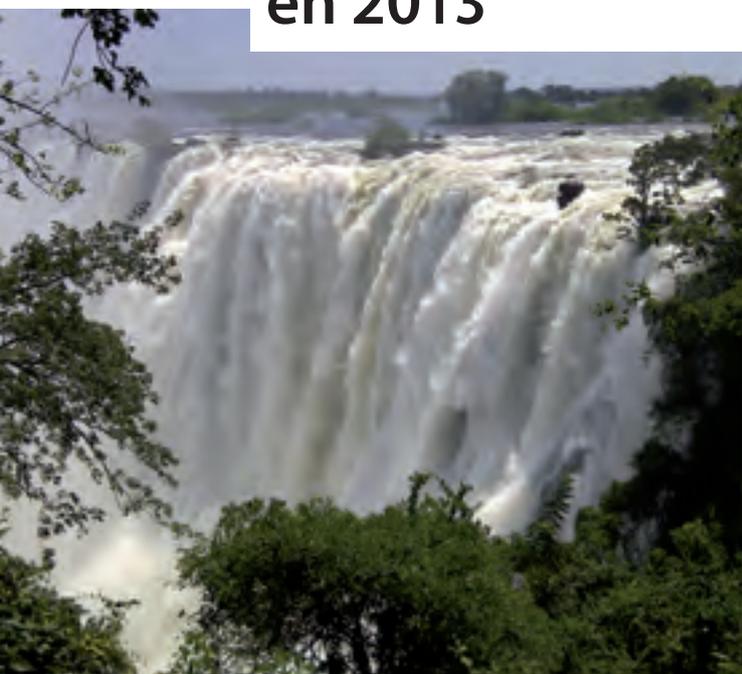


Résultats opérationnels

Entre 2007, année de la création du Fonds, et la fin de 2013, le total des opérations de subvention du FFUEAI approuvées est passé de 15,5 millions d'EUR à 497,3 millions d'EUR. Un montant de 401,9 millions d'EUR, soit 85 % des ressources affectées à cet objectif au titre du guichet régional du FFUEAI, a été approuvé pour les infrastructures régionales, et neuf opérations de subvention, d'un montant de 95,4 millions d'EUR ont été approuvées au titre du nouveau guichet SE4All, ce qui représente 29 % des ressources de l'enveloppe correspondante.



Opérations de subvention approuvées en 2013



En 2013, 17 opérations de subvention, d'un montant total de 129,8 millions d'EUR, ont été approuvées à l'appui de 15 projets dans les secteurs de l'énergie (12 projets) et des transports (3 projets). Cela comprend une première série d'approbations d'un montant total de 95,4 millions d'EUR au titre du guichet SE4All du FFUEAI. Les projets « SE4All » doivent avoir pour objet d'accroître l'accès à des services énergétiques modernes, abordables et durables.

Douze des 17 opérations de subvention approuvées en 2013 vont soutenir des projets en phase d'investissement et contribuer à mobiliser environ 1,7 milliard d'EUR d'investissements.

Opérations de subvention approuvées au titre du guichet régional du FFUEAI

pour des projets en phase d'investissement :

Opération de subvention	Région	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal	Montant	Date d'approbation
Participation des banques à des projets de transition énergétique en Afrique de l'Est	Afrique de l'Est	Énergie	AT	AFD	2 100 000	27.06.2013
Projet RUSUMO FALLS HYDROPOWER	Afrique de l'Est	Énergie	SI	BAfD	12 750 000	11.11.2013
Projet RUSUMO FALLS HYDROPOWER	Afrique de l'Est	Énergie	AT	BAfD	250 000	11.11.2013
Interconnexion Mauritanie-Sénégal	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	AFD	5 500 000	12.12.2013

pour des projets en phase de préparation :

Programme EGNOS de l'ASECNA	Continent africain	Transports	AT	BEI	5 000 000	07.02.2013
Projet Facilitation du transport sur le corridor Libreville-Brazzaville-Pointe Noire	Afrique centrale	Transports	AT	BAfD	3 402 100	06.12.2013
Projet LAKE VICTORIA REGIONAL TRANSPORT	Afrique de l'Est	Transports	AT	PIDG	600 000	12.12.2013
Projet VIA RESERVOIR	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	BEI	4 800 000	12.12.2013



Opérations de subvention approuvées au titre du guichet SE4All du FFUEAI

pour des projets en phase d'investissement :

Opération de subvention	Région	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal	Montant	Date d'approbation
Financement d'investissements dans l'EE et les ER en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	AFD	1 500 000	24.10.13
Financement d'investissements dans l'EE et les ER en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest	Énergie	SI	AFD	4 500 000	24.10.13
Programme GET FIT	Afrique de l'Est	Énergie	SI	KfW	20 000 000	24.10.13
Extension des réseaux de distribution de NIGELEC	Afrique de l'Ouest	Énergie	SI	AFD	11 000 000	24.10.13
Projet LAKE TURKANA WIND POWER	Afrique de l'Est	Énergie	IF	BEI	25 000 000	24.10.13
Accès à l'électricité dans le département de l'Atlantique au Bénin	Afrique de l'Ouest	Énergie	SI	AFD	20 000 000	12.12.13
Projet GEFIOR – GREEN ENERGY FINANCE IN INDIAN OCEAN REGION	Afrique australe et océan Indien	Énergie	AT	AFD	1 700 000	12.12.13
Projet LIBERIA ENERGY ACCESS	Afrique de l'Ouest	Énergie	SI	BaFD	10 000 000	12.12.13

pour des projets en phase de préparation :

Projet CLEAN COOKING FOR AFRICA	Continent africain	Énergie	AT	KfW	1 700 000	12.12.13
---------------------------------	--------------------	---------	----	-----	-----------	----------



Projet ne figurant pas sur la carte :

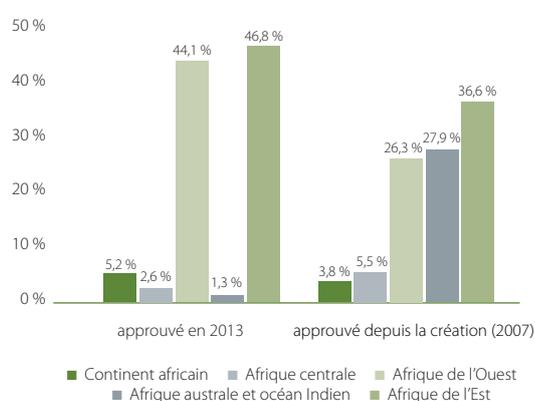
Programme EGNOS de l'ASECNA, dans 17 pays sur tout le continent africain – AT, 5 millions d'EUR.

Répartition des apports du FFUEAI en 2013 par région

Si l'on examine la répartition géographique des affectations du FFUEAI en 2013, on constate que six opérations en Afrique de l'Est (60,7 millions d'EUR, soit 47 % du total) et sept en Afrique de l'Ouest (57,3 millions d'EUR, 44 %) se taillent la part du lion. L'Afrique centrale, l'Afrique australe et la région de l'océan Indien ont bénéficié chacune d'une opération de subvention, tandis que deux opérations de subvention soutiendront des projets qui couvrent plus qu'une région en particulier (Clean Cooking for Africa, Programme EGNOS de l'ASECNA). Les subventions pour ces deux projets ont été classées sous la rubrique « Continent africain ».

Région	Montant en Mio EUR		% approuvé en 2013	% approuvé depuis la création
	Approuvé en 2013	Approuvé depuis la création (2007)		
Continent africain	6,7	18,8	5,2	3,8
Afrique centrale	3,4	27,4	2,6	5,5
Afrique de l'Ouest	57,3	130,6	44,1	26,3
Afrique australe et océan Indien	1,7	138,5	1,3	27,9
Afrique de l'Est	60,7	182,0	46,8	36,6
Total	129,8	497,3		

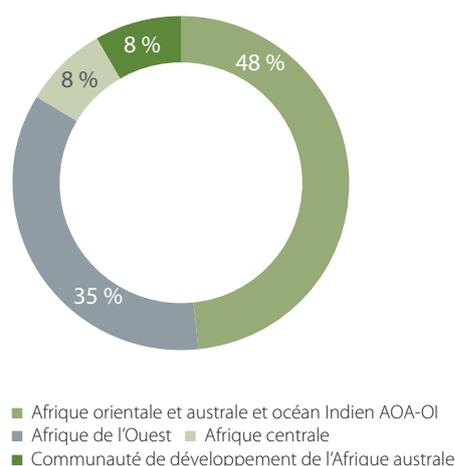
Répartition par région



Nouvelles exigences d'information concernant la répartition régionale des opérations de subvention approuvées au titre du guichet SE4All

La contribution de la Commission européenne au guichet SE4All (329 millions d'EUR au total) du FFUEAI est liée à quatre programmes indicatifs régionaux (PIR) pour l'Afrique : (i) Afrique centrale (8 % de la contribution totale) ; (ii) Communauté de développement de l'Afrique australe, SADC (8 % de la contribution totale) ; (iii) Afrique de l'Ouest (35 % de la contribution totale) ; (iv) Afrique orientale et australe et région de l'océan Indien, AOA-OI (48 % de la contribution totale). Le volume total définitif des opérations de subvention approuvées au titre du guichet SE4All du FFUEAI pour des projets dans chacun des quatre PIR doit correspondre aux affectations (prorata) par région. Dans les cas où un projet couvre plus qu'un PIR, l'affectation est répartie entre les régions concernées. C'est ce qui est illustré ci-contre avec l'exemple du projet CLEAN COOKING PROGRAMME FOR AFRICA (subvention d'AT de 1,7 million d'EUR, plus un paiement de 117 000 EUR du bailleur de fonds).

Affectations du guichet SE4All aux PIR



Affectation au prorata du montant de la subvention aux trois PIR concernés :	
PIR Région 1 :	Ghana
%	33
Montant affecté (Mio EUR)	0,6
PIR Région 2 :	Cameroun
%	33
Montant affecté (Mio EUR)	0,6
PIR Région 3 :	Kenya
%	33
Montant affecté (Mio EUR)	0,6

Projet	Pays	Description	Montant de la subvention (Mio EUR)
Programme Clean Cooking for Africa	Ghana, Cameroun, Kenya	Étude de faisabilité sur une initiative d'investissement en plusieurs phases visant à accélérer la transition à grande échelle des pays vers un mode de cuisson « propre », à savoir l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL).	1,82

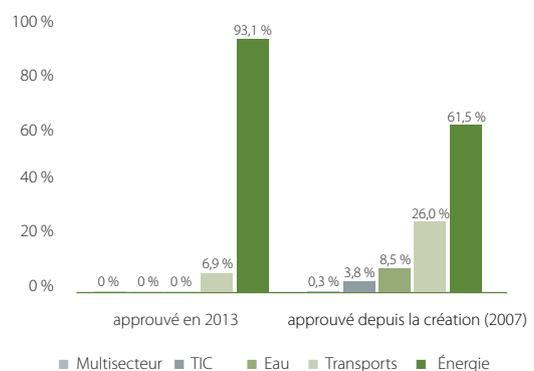


Répartition des soutiens du FFUEAI en 2013 par secteur

L'essentiel du soutien du FFUEAI en 2013 est allé au secteur de l'énergie (120,8 millions d'EUR, soit 93,1 %). Cette contribution est en partie attribuable aux nouvelles possibilités de financement au titre du guichet SE4All à l'appui de projets ayant trait aux énergies renouvelables (ER) et à l'efficacité énergétique (EE) en Afrique subsaharienne et à l'échelle des pays. Les 9 millions d'EUR restants (7 %) ont été affectés à trois opérations dans le secteur des transports.

Secteur	Montant en Mio EUR		% approuvé en 2013	% approuvé depuis la création
	Approuvé en 2013	Approuvé depuis la création (2007)		
Multisecteur	0	1,3	0	0,3
TIC	0	18,7	0	3,8
Eau	0	42,1	0	8,5
Transports	9,0	129,3	6,9	26,0
Énergie	120,8	305,9	93,1	61,5
Total	129,8	497,3		

Répartition par secteur

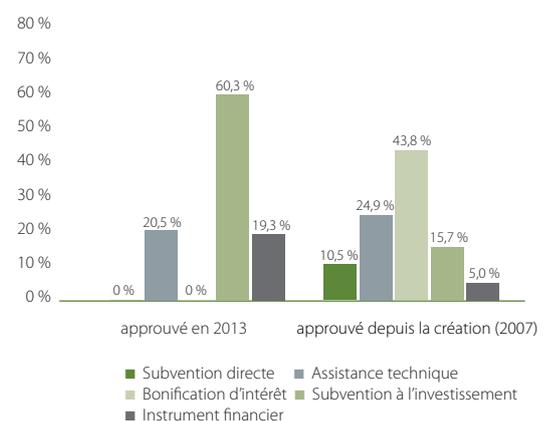


Répartition des soutiens du FFUEAI en 2013 par type de subvention

Les soutiens accordés par le Fonds en 2013 ont essentiellement consisté en subventions à l'investissement (SI) : 78,3 millions d'EUR, ou 60 % du total. Ces subventions constituent la manière la plus directe et la plus efficace d'abaisser le coût global d'investissement ou de financer les composantes sociales ou environnementales d'un projet. De plus, dix opérations d'assistance technique (AT) ont été approuvées (26,6 millions d'EUR ou 20 % des approbations) pour assurer la qualité de la préparation et de la mise en œuvre de projets, et une toute nouvelle opération d'instrument de financement (IF) du FFUEAI (25 millions d'EUR, 19 %) a été approuvée pour le projet LAKE TURKANA au Kenya.

Type de subvention	Montant en Mio EUR		% approuvé en 2013	% approuvé depuis la création
	Approuvé en 2013	Approuvé depuis la création (2007)		
Subvention directe (SD)	0,0	52,0	0,0	10,5
Assistance technique (AT)	26,6	124,0	20,5	24,9
Bonification d'intérêt (BI)	0,0	218,0	0,0	43,8
Subvention à l'investissement (SI)	78,3	78,3	60,3	15,7
Instrument financier (IF)	25,0	25,0	19,3	5,0
Total	129,8	497,3		

Répartition par type de subvention



Description des opérations de subvention du FFUEAI **approuvées en 2013**



Les subventions fournies par le FFUEAI peuvent soutenir les projets soit durant leur « phase de préparation » – par exemple, en finançant une étude de faisabilité ou la conception détaillée d'un projet –, soit au cours de leur « phase d'investissement », c'est-à-dire pendant la réalisation et la mise en œuvre. Une troisième classification de l'utilisation des subventions du FFUEAI est le soutien au « repérage de projets », c'est-à-dire que les fonds accordés aident de nouveaux projets à voir le jour. Il s'agit de la troisième catégorie de phase dans laquelle les subventions du FFUEAI interviennent.



Guichet régional du FFUEAI

Projets en phase d'investissement

Lignes de crédit environnementales de l'AFD en faveur du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie : assistance technique pour amener les banques à participer à des projets favorisant la transition vers les énergies renouvelables en Afrique de l'Est

L'Afrique orientale est confrontée à une demande croissante d'énergie, associée à une utilisation intensive de biomasse combustible. Au Kenya, celle-ci couvre 68 % du total des besoins en énergie primaire, soit 12 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) par an, tandis qu'en Ouganda, ce chiffre atteint 90 % ; dans les deux pays, un tel bouquet énergétique contribue gravement à l'épuisement des ressources naturelles. De surcroît, la combinaison d'une croissance de 4 % par an de la population urbaine et d'un déboisement accéléré aggrave le phénomène d'émission de gaz à effet de serre. Pour faire face au déficit d'électricité, l'État ougandais a fait construire des centrales thermiques de 50 MW destinées à compléter l'offre d'hydroélectricité, ce qui a toutefois donné lieu à des hausses des tarifs. La transition vers les énergies renouvelables est une véritable nécessité pour la région.

L'AFD a accordé trois lignes de crédit successives assorties de modalités avantageuses (durée supérieure à dix ans et taux d'intérêt inférieur au taux du marché) à des banques locales, qui prêteront à des conditions favorables à des investisseurs locaux – principalement des moyennes entreprises. Le produit des lignes de crédit soutiendra pour sa majeure partie accessible des investisseurs qui mettent en œuvre des projets relatifs aux ER et, pour le reste, des projets dans l'EE. L'objectif est toutefois non seulement d'augmenter la capacité de prêt des banques locales, mais aussi, parallèlement, de fournir des moyens pour réaliser la diversification des sources d'énergie en Afrique de l'Est et ainsi aider la région dans sa transition vers des solutions d'ER techniquement, économiquement et financièrement viables. Les investissements ciblés sont principalement des projets de petite ou moyenne dimension dans l'hydroélectricité, la biomasse, le biogaz, le solaire et l'éolien dont le besoin en financement sous forme de dette est de 6 millions d'euros au maximum. Les autres types d'investissements admissibles à un concours de l'AFD sont ceux qui ont trait à l'EE, principalement dans les secteurs manufacturier et agroalimentaire. Ces solutions, qu'elles portent sur l'EE ou sur les ER, concourront aussi à assu-



Région	Afrique de l'Est : Kenya, Ouganda, Tanzanie
Secteur	Énergie
Type de subvention	AT pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	2 100 000 EUR
Coût total du projet	80 000 000 EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	AFD

rer la viabilité des investisseurs grâce à un approvisionnement en électricité plus sûr et à une facture énergétique moins élevée.

L'opération d'assistance technique

Cette subvention d'AT est la seconde pour cette opération. La première a servi à constituer une réserve de projets de plus de 120 investissements actifs représentant une puissance installée de 450 MW, une production d'énergie de 2 079 GWh par an et une économie de CO₂ de plus de 1,5 million de tonnes par an. Cette seconde subvention d'AT va apporter un soutien supplémentaire aux promoteurs de solutions d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique pour les aider à mettre sur pied des projets bancables. Cette assistance se fera en étroite coordination avec les intermédiaires financiers locaux, afin que ceux-ci développent leurs compétences en matière d'instruction et de financement de projets. La mission d'assistance technique est confiée à un consultant international recruté par voie d'appel à la concurrence internationale en collaboration étroite avec des représentants locaux des secteurs public et privé et elle sera accueillie par l'association des industriels du Kenya.

Centrale hydroélectrique de Rusumo Falls (RUSUMO FALLS HYDROPOWER) : assistance technique et subvention à l'investissement

Le projet

Le Burundi, la Tanzanie et le Rwanda sont confrontés à un déficit de capacité de production d'électricité qui est non seulement un sujet d'inquiétude pour le présent, mais aussi une menace pour la croissance future de la région. Le manque d'accès à l'électricité (au Burundi, seuls 3,5 % des ménages sont raccordés au réseau) et les coupures de courant fréquentes sont considérés comme deux des principaux obstacles au développement économique. Le projet Rusumo Falls Hydropower apportera un élément de solution à ces problèmes tout en accroissant les échanges d'électricité entre les trois pays.

Ce projet régional porte sur la construction de la centrale hydroélectrique de Rusumo Falls, à la frontière entre la Tanzanie et le Rwanda, ainsi que des lignes de transport qui la raccorderont aux réseaux d'électricité burundais, rwandais et tanzanien. Plus spécifiquement, le projet recouvre la construction (i) d'une centrale hydroélectrique de 80 MW (génie civil, hydromécanique et électromécanique, poste électrique), qui appartiendra aux trois pays et (ii) de 378 km de lignes de transport à 220 kV (98,2 km en Tanzanie, 161 km au Burundi et 119 km au Rwanda) et leurs transformateurs. Le projet jouera un rôle clé pour soutenir le développement économique et social et augmenter la production d'électricité de la région, tout en étoffant et en accélérant les échanges transfrontaliers d'électricité. La centrale de Rusumo Falls est incluse dans le plan d'action

Région	Afrique de l'Est : Burundi, Rwanda, Tanzanie
Secteur	Énergie
Type de subvention	AT et SI pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	250 000 EUR pour l'AT et 12 750 000 pour la SI
Coût total du projet	estimé à 369 millions d'EUR
Baillleur de fonds principal du GBF	BAfD

prioritaire (liste des projets et programmes devant être mis en œuvre à court ou moyen terme) du PIDA.

L'opération d'assistance technique

La subvention d'AT du FFUEAI financera le recrutement d'un consultant international qui gèrera la passation des marchés en collaboration avec les promoteurs (REGIDESO, EWSA et TANESCO), ainsi que la formation du personnel de ces derniers aux procédures de passation des marchés. Cet apport est critique pour que la passation des marchés démarre au plus vite puis pour que se réalisent les avantages attendus du projet pour le développement régional et économique.

La subvention à l'investissement

La SI viendra combler un déficit de financement de 12,75 millions d'EUR pour le Burundi. Son objet est de financer, conjointement avec le Fonds africain de développement, la construction d'une ligne de transport 220 kV de 161 km au Burundi, entre la centrale de Rusumo Falls et Gitega (via Muyinga), l'installation d'un nouveau transformateur 220 kV à Muyinga et la mise à 220 kV du transformateur de Gitega.





Interconnexion électrique entre la Mauritanie et le Sénégal : assistance technique pour la supervision des travaux et les études

Le projet

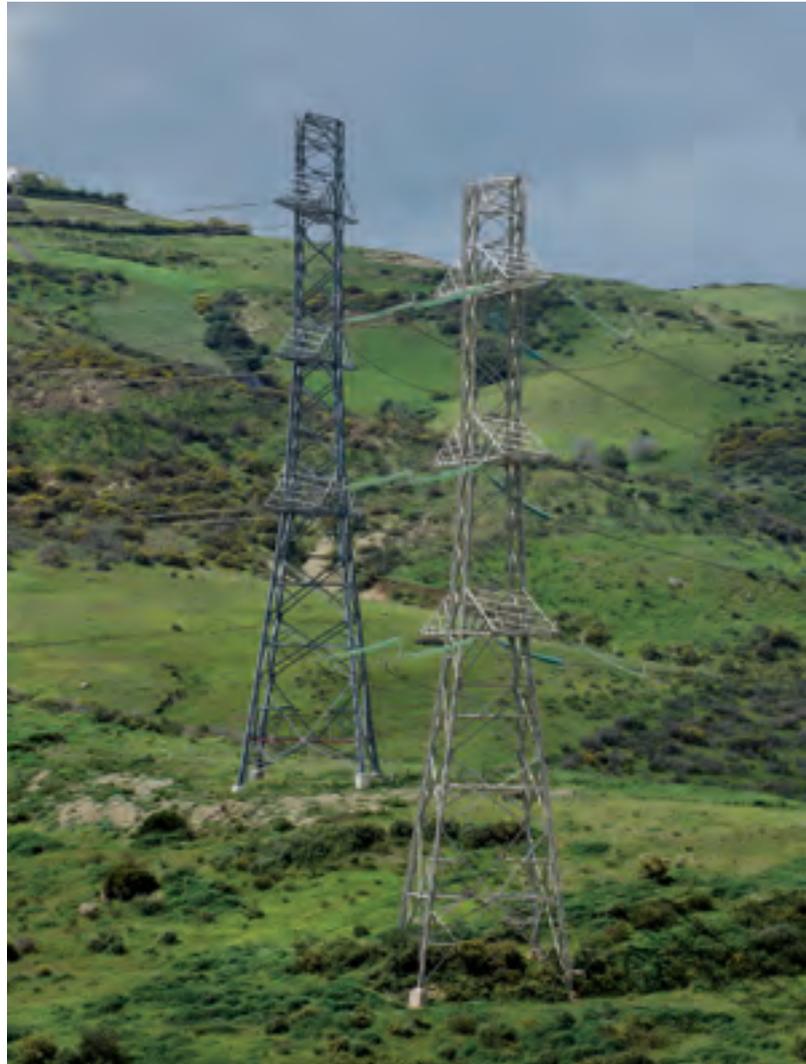
Après la découverte de nouvelles réserves au sein du gisement de gaz naturel de Banda en Mauritanie, un grand projet d'investissement pour la production d'électricité à partir de gaz a été lancé à l'initiative de l'État mauritanien. Ces ressources pourraient plus que doubler la production d'électricité en Mauritanie et elles offrent au pays la perspective d'exporter une partie de sa production, à un coût raisonnable, vers les pays voisins – tels que le Sénégal, qui a déjà exprimé son intérêt pour l'achat de volumes conséquents. Une nouvelle ligne de transport doit être construite pour assurer l'exportation de cette électricité vers le Sénégal et (ou) le Mali.

Actuellement, la Mauritanie comme le Sénégal dépendent beaucoup des combustibles liquides pour la production d'électricité. Le Sénégal est en train de construire sa première centrale au charbon, dont la mise en service est prévue pour la fin de 2015.

L'interconnexion permettra au projet d'exploitation gazière de voir le jour et ainsi de remplacer les combustibles pétroliers par le gaz dans la production d'électricité, en totalité pour la Mauritanie et en grande partie pour le Sénégal (dont un tiers de la consommation d'électricité devrait être couvert par les nouvelles importations).

L'opération d'assistance technique

La subvention du FFUEAI, 5,5 millions d'EUR au maximum, servira à financer l'assistance aux deux promoteurs, la Société mauritanienne d'électricité et la Société nationale d'électricité du Sénégal, pour la supervision des travaux liés à l'interconnexion et pour la réalisation d'une étude des tarifs et des contrats et d'une étude institutionnelle détaillée, confiées à des cabinets de conseil internationaux. D'autres études seront peut-être nécessaires du fait de la complexité du contexte de ce projet.



Région	Afrique de l'Ouest : Sénégal et Mauritanie
Secteur	Énergie
Type de subvention	AT pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	5 500 000 EUR
Coût total du projet	entre 150 millions et 175 millions d'EUR (estimation)
Bailleur de fonds principal du GBF	AFD

Projets en phase de préparation

Aménagement de la route Ndendé–Doussala–Dolisie et Facilitation du transport sur le corridor Libreville–Brazzaville–Pointe Noire : assistance technique pour le renforcement des capacités

Région	Afrique centrale : Congo, Gabon
Secteur	Transports
Type de subvention	AT pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	3 402 100 EUR
Coût total du projet	estimé à 241,3 millions d'EUR
Baillleur de fonds principal du GBF	BAfD



Le projet

La région couverte par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) a de gros besoins en infrastructures de transports. La route Ndendé–Doussala–Dolisie est une section non bitumée de l'axe international reliant Libreville (la capitale de la République du Gabon) à Brazzaville (la capitale de la République du Congo), au sud. Cette route correspond à un important chaînon manquant du corridor Libreville–Brazzaville, lui-même inclus dans la transafricaine Tripoli–Windhoek, et, à ce titre, a été retenue comme projet prioritaire dans le Plan directeur consensuel des transports en Afrique centrale.

La réalisation de cette section bitumée et la rénovation de la liaison routière entre les deux capitales abaissera les coûts de transport et réduira les temps de trajet, augmentera les échanges commerciaux et l'intégration régionale et améliorera l'accès au port de Pointe-Noire⁴, au Congo – un autre projet soutenu par le FFUEAI. Le projet bénéficiera notamment aux agriculteurs de la région, qui ont du mal à se rendre sur les marchés durant les huit mois de la saison des pluies, où la route est quasi impraticable, ainsi qu'aux femmes et aux enfants qui accéderont plus facilement aux services de santé. Ce projet a été avalisé par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et fait partie du Plan d'action prioritaire du PIDA.

L'opération d'assistance technique

La subvention d'AT du FFUEAI servira à financer le recrutement d'un consultant international qui renforcera les capacités de gestion de projet de la CEDEAO aux fins de la mise en œuvre de ce projet international. Elle permettra un démarrage rapide et une mise en œuvre efficace du projet – de précédents projets de transports multinationaux ont souffert de graves retards dans la passation des marchés et la maîtrise d'œuvre. La subvention financera aussi l'établissement d'un poste de contrôle unique frontalier entre les deux pays ainsi qu'un système de gestion des conflits homme-faune sauvage pour la réserve du Mont Fouari, à la frontière avec le Gabon.

⁴ <http://www.eu-africa-infrastructure-tf.net/activities/grants/port-de-pointe-noire1.htm>



Programme EGNOS de l'ASECNA : assistance technique pour la mise en œuvre de la phase B

Le projet

EGNOS, un programme multinational de modernisation des équipements de contrôle du trafic aérien, est le premier système européen d'augmentation par satellite – une technologie qui améliore les performances du système GPS. EGNOS est homologué en Europe pour des applications de sauvegarde de la vie (Safety-Of-Life service, SoL) depuis mars 2011 et est techniquement en mesure d'étendre la couverture de son service à tout le continent africain, de sorte qu'il pourrait devenir l'instrument de navigation de référence pour le service de sauvegarde de la vie. Ce service est notamment utilisé par l'aviation civile dans les phases critiques des vols. Il offre des garanties de fiabilité et de sécurité et comprend une fonction de message d'intégrité.

Le programme EGNOS de l'ASECNA porte sur la mise en œuvre du système EGNOS dans la zone de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), soit 17 pays de la région. L'adoption d'EGNOS en Afrique contribuera à rendre le ciel plus sûr au-dessus du continent et stimulera le développement économique. Les avantages sont nombreux : réduction des émissions de CO₂, baisse du nombre d'accidents, économies de carburant, réduction des coûts pour les aéroports et diminution des retards et des annula-

Région	Continent africain : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo
Secteur	Transports
Type de subvention	AT pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	5 000 000 EUR
Coût total du projet	estimé à 20 000 000 EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	BEI

tions. De plus, EGNOS présente de nombreux avantages potentiels pour d'autres activités : transport routier, ferroviaire, maritime et fluvial, voire cartographie et gestion des sols.

L'opération d'assistance technique

La subvention d'AT accordée par le FFUEAI appuiera le financement de la phase B du projet. En l'occurrence, elle aidera à définir des solutions qui répondent au cahier des charges de l'ASECNA pour la fourniture de services reposant sur le système d'augmentation par satellite pour l'aviation et à réaliser une étude détaillée des options pour le passage à la version 3 d'EGNOS (EGNOS V3). L'AT évaluera aussi les engagements des industriels en matière de performances, de conception et développement et de plans de mise en œuvre, en tenant compte également du ratio performance/coût.



Transport régional sur le lac Victoria (LAKE VICTORIA REGIONAL TRANSPORT) : assistance technique pour les principales études



Le projet

Le lac Victoria, le plus grand lac d'Afrique et le deuxième au niveau mondial, partagé par trois pays (l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie), est la plus vaste ressource naturelle transfrontalière du continent africain. Il est également une ressource hydrique pour deux autres pays proches, le Rwanda et le Burundi. Le lac Victoria est la principale source d'approvisionnement en eau pour les populations vivant sur ses rives et il joue un rôle vital dans l'économie de la région ; 35 millions de personnes vivent dans et autour de son bassin, qui est ainsi, de fait, l'une des zones rurales les plus densément peuplées au monde. En revanche, alors que le bateau est dans beaucoup de cas le mode de transport le moins cher et le plus efficace, le lac joue un rôle limité pour le transport. Les installations portuaires sont peu développées et la flotte d'embarcations, restreinte. Les investissements dans ce secteur sont souvent entravés par le niveau élevé des coûts de départ par comparaison avec le transport routier (le mode de transport dominant dans la région), même si, par la suite, les coûts d'exploitation sont généralement inférieurs à ceux du transport routier.

Ce projet va encourager le transport par bateau en assurant la modernisation de trois des six ports du lac

Région	Afrique de l'Est : Ouganda, Kenya, Tanzanie
Secteur	Transports
Type de subvention	AT pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	600 000 EUR
Coût total du projet	estimé à 119,5 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	PIDG (groupe de développement des infrastructures privées)

et la mise en service d'une flotte de navires modernes construits spécialement, qui seront détenus et exploités par des investisseurs et des entrepreneurs privés. Les trois ports concernés sont Kisumu au Kenya, Port Bell en Ouganda et Mwanza en Tanzanie. D'autres ports secondaires en Tanzanie et en Ouganda pourraient aussi être intégrés au programme au fur et à mesure de l'avancement du projet. La rénovation de ces ports aura pour conséquence d'augmenter leur capacité et leurs moyens. Des équipements de maintenance spécialisés seront achetés et installés et les services portuaires et de navigation seront modernisés, y compris par des travaux de dragage si nécessaire.

L'opération d'assistance technique

La subvention d'AT du FFUEAI aidera à financer la première phase de préparation du projet. Une des principales études à réaliser est une étude de marché et de bancabilité prévisionnelle, qui établira le volume de fret pour les différents types de marchandises et leurs trajets respectifs vers leurs marchés ultimes dans le bassin du lac Victoria. Elle évaluera tous les ports potentiels et calculera le coût actualisé du transport pour chaque catégorie de marchandises dans l'optique de démontrer l'avantage comparatif (au plan des coûts) que représentera le transport par bateau. Une évaluation des incidences économiques et une étude de portée préliminaire concernant les effets du projet sur l'environnement seront aussi réalisées durant cette première phase. Une enveloppe supplémentaire de 1,4 million d'EUR pour le cofinancement du travail de préparation restant (évaluation des incidences environnementales et sociales, évaluation du cadre juridique et institutionnel, etc.) a reçu l'approbation provisoire du comité de gestion du FFUEAI en décembre 2013.



Réservoir de la Via (Liberia) : assistance technique pour le financement des études préparatoires

Le projet

Le Liberia souffre encore des séquelles de ses guerres civiles, durant lesquelles l'infrastructure du pays a été en grande partie détruite. La pauvreté est omniprésente et le pays est largement tributaire de l'aide internationale. À la fin de 2012, moins de 5 % de la population de la capitale, Monrovia, étaient raccordés au réseau d'électricité, tandis qu'hors de la capitale, ce dernier était pratiquement inexistant. Le secteur de l'électricité est handicapé par le manque de capacités de production et de distribution, et les tarifs sont parmi les plus élevés du continent.

Le Liberia possède un vaste potentiel d'énergie hydraulique, mais tous les sites exploitables souffrent de la même contrainte : très peu d'électricité peut être produite durant la saison sèche, de décembre à mai. Un réservoir de stockage pourrait supprimer cette contrainte. Le projet Via Réservoir porte sur une telle installation de stockage, qui sera implantée au confluent de la rivière Via et du fleuve Saint-Paul, un lieu qui est en effet le seul site intéressant du pays pour la construction d'un réservoir de stockage. Plusieurs centrales hydroélectriques pourraient bénéficier de ce réservoir, dont celle de Mount Coffee, dont la rénovation est en cours notamment grâce à une autre subvention du FFUEAI⁵. L'étude de reconnaissance indique qu'avec le réservoir de la Via, le coût économique de l'hydroélectricité produite sera bien inférieur à celui de la production actuelle au diesel ou des importations.

L'opération d'assistance technique

La subvention d'AT du FFUEAI sera utilisée pour deux études : une évaluation des incidences environnementales et sociales accompagnée d'un plan global de gestion environnementale et sociale, et une étude de faisabilité détaillée. La première étude a pour objet de confirmer que le projet est mis en œuvre de manière satisfaisante et viable sur le plan environnemental. La seconde étude analysera la faisabilité technique, économique et financière du

Région	Afrique de l'Ouest : Liberia
Secteur	Énergie
Type de subvention	AT pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	4 800 000 EUR
Coût total du projet	estimé à 258 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	BEI

projet et préparera la conception du réservoir. Elle formulera aussi des recommandations sur le cadre organisationnel et institutionnel pour la réalisation et l'exploitation du réservoir.



⁵ <http://www.eu-africa-infrastructure-tf.net/activities/grants/mount-coffee-hydropower-plant-rehabilitation.htm>

Guichet SE4All du FFUEAI

Projets en phase d'investissement

Financement d'investissements du secteur privé dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest : assistance technique et subvention à l'investissement en faveur des porteurs de projets



SUSTAINABLE
ENERGY FOR ALL



Le projet

Dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), les ménages comme les entreprises souffrent de la faible fiabilité des services d'électricité et de tarifs très élevés de l'électricité. Compte tenu de cette situation et de la part du pétrole et de la biomasse dans le bilan énergétique des pays concernés, l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables sont essentiels pour les économies de la zone.

L'AFD va mettre à disposition une ligne de crédit de 30 millions d'EUR assortie de conditions libérales afin d'inciter les banques locales à participer au financement d'investissements dans l'EE et les ER, en particulier au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Togo. Ce programme d'intermédiation bancaire ciblera des investissements réalisés par des entreprises privées. Un programme d'assistance technique complètera cette ligne de crédit en appuyant et en encourageant la mise au point de projets ayant trait à l'EE et aux ER, à hauteur de l'offre de financement. L'opération aidera à générer et à prioriser des investissements financièrement viables en assouplissant les conditions (de marché) que les banques commerciales appliquent aux prêts qu'elles accordent à leurs clients. Cette opération est financée sur l'enveloppe du guichet SE4All du FFUEAI.

L'opération d'assistance technique

L'AT aidera les porteurs de projets à mettre sur pied des opérations bancables, en étroite coordination avec des intermédiaires financiers locaux, afin d'améliorer leur propension à, et leur compétences pour, instruire et financer des projets. La mise en œuvre du projet sera assurée par un consultant international recruté par voie d'appel à la concurrence internationale, en coordination avec des institutions locales. Le programme aidera tout d'abord à repérer des possibilités d'investissement dans

Région	Afrique de l'Ouest : États de l'UEMOA
Secteur	Énergie (SE4All)
Type de subvention	AT et SI pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	1 500 000 EUR en AT 4 500 000 EUR en SI
Coût total du projet	45 000 000 EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	AFD

les énergies durables et donc à préparer la création d'un portefeuille de projets, mais il aidera aussi les banques partenaires à mettre sur pied le financement viable des investissements retenus et il contribuera aux actions de formation et aux campagnes de commercialisation, ainsi qu'au suivi et à l'évaluation.

La subvention à l'investissement

Sur la subvention à l'investissement, 3 millions d'EUR au maximum serviront à financer des paiements incitatifs. Ces paiements incitatifs correspondent en moyenne à 10 % du prêt et seront transférés aux bénéficiaires finals sous forme de subvention pour prioriser leurs investissements dans les domaines de l'EE et des ER. Le reste de la subvention à l'investissement sera réparti dans les plans de financement des projets sous forme, par exemple, de contribution aux études de faisabilité.



Programme GET FiT pour l'Afrique de l'Est – Ouganda, déploiement phase 1

Le projet

Le principal objectif du programme GET FiT (Global Energy Transfer Feed-in-Tariff – tarifs de rachat pour les transferts d'énergie mondiaux) dans son ensemble est d'aider les nations d'Afrique de l'Est à s'engager dans une formule de développement peu consommatrice de carbone et résistante aux aléas climatiques qui engendre croissance économique, réduction de la pauvreté et atténuation des changements climatiques.

Le déploiement du programme a commencé en Ouganda. Dans ce pays, le programme GET FiT a pour but d'attirer des investissements privés dans des projets de production d'énergie renouvelable et d'accélérer la création d'un portefeuille de petits projets de production d'énergie renouvelable mis en œuvre par des promoteurs privés – pour une puissance installée totale d'environ 150 MW et une production annuelle approximative de 800 GWh, susceptibles de transformer le bouquet énergétique de l'Ouganda en trois à cinq ans. Un autre objectif est de faciliter la réalisation des premières centrales solaires photovoltaïques raccordées au réseau électrique et créer ainsi une capacité de production supplémentaire d'environ 20 MWp et 30 GWh. Le programme fournit une assistance technique à l'autorité de réglementation afin de permettre des améliorations durables dans les domaines de la modélisation des tarifs, de l'audit préalable des projets et de l'attribution des contrats de concession pour les petits projets dans les énergies renouvelables. La révision des contrats standardisés d'achat d'électricité pour ces derniers a constitué une autre amélioration durable du climat d'investissement en Ouganda.

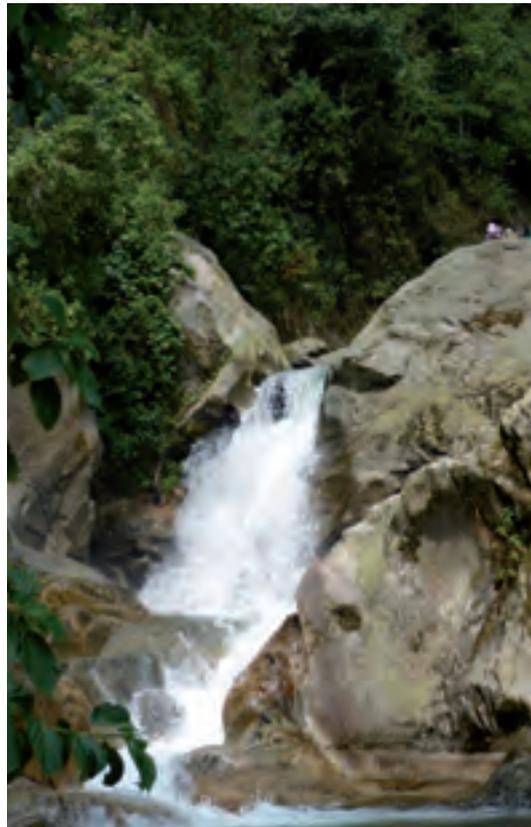
La subvention à l'investissement

La SI de 20 millions d'EUR sera utilisée pour rendre financièrement viables des petits projets de production d'énergie renouvelable (entre 1 MW et 20 MW de puissance installée). Elle cofinancera un guichet du GET FiT, le *Premium Payment Mechanism*, mécanisme de paiement de primes-relais, grâce auquel ces projets pourront atteindre les stades du bouclage financier et de la mise en œuvre. Le paiement de cette prime relèvera le



SUSTAINABLE
ENERGY FOR ALL

Région	Afrique de l'Est : Ouganda
Secteur	Énergie (SE4All)
Type de subvention	SI pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	20 000 000 EUR
Coût total du projet	estimé à 427,6 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	KfW



tarif de rachat réglementé à un niveau supportable et soutiendra en particulier le « plan solaire » qui doit doter l'Ouganda de ses premières centrales photovoltaïques raccordées au réseau.

Extension du réseau de NIGELEC : subvention à l'investissement pour l'électrification rurale

Le projet

La Société nigérienne d'électricité (NIGELEC), détenue à 95 % par l'État, est la compagnie responsable de la production, du transport, de la distribution et de la vente d'électricité au Niger. À ce titre, elle est aussi chargée des importations d'électricité, essentiellement en provenance du Nigeria, qui représentent environ 80 % de la consommation du pays. Les autorités nigériennes ont mis au point un ambitieux plan de production pour réduire la dépendance du pays envers les importations d'énergie et répondre à la demande croissante d'électricité. L'extension du réseau de distribution sera facteur de croissance économique et de réduction des inégalités. Le projet comporte en outre la mise hors service de neuf centrales thermiques polluantes et permettra à NIGELEC d'améliorer sa viabilité financière. À long terme, le Niger entend même devenir exportateur net d'électricité, essentiellement grâce au développement de ses ressources au charbon.

Ce projet d'extension prévoit la construction de 795 km de nouvelles lignes de transport vers des banlieues de Niamey (la capitale) non encore raccordées ainsi que le raccordement aux réseaux



SUSTAINABLE
ENERGY FOR ALL

Région	Afrique de l'Ouest : Niger
Secteur	Énergie (SE4All)
Type de subvention	SI pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	11 000 000 EUR
Coût total du projet	41 000 000 EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	AFD

principaux de trois réseaux isolés. Ces travaux permettront d'apporter l'électricité à 61 300 foyers encore non raccordés dans 14 quartiers de Niamey, 30 communes rurales et 70 villages.

La subvention à l'investissement

La SI du FFUEAI sera utilisée pour cofinancer le raccordement aux réseaux principaux de 30 communes rurales et 70 villages, et permettre 14 500 nouveaux raccordements. La valeur ajoutée de cette subvention à l'investissement repose sur les retombées sociales positives attendues et sur la rentabilité économique et financière globale du projet.





Parc éolien du lac Turkana (LAKE TURKANA WIND POWER) : subvention sous forme d'instrument financier pour une participation en fonds propres au projet



Le projet

Le projet éolien du lac Turkana concerne la plus grande ferme d'éoliennes actuellement en construction en Afrique subsaharienne et sera l'un des plus grands projets d'énergie renouvelable d'Afrique. Cette centrale est d'une grande importance pour le secteur de l'électricité au Kenya et est indispensable pour favoriser la prospérité économique, sociale et politique dans le pays. La majeure partie (68 %) de la consommation d'énergie primaire du Kenya est assurée par le bois et par les autres sources de biomasse, ce qui explique que le pays présente l'un des taux de déforestation les plus élevés du continent. Cette situation est aggravée par la part disproportionnée qu'occupe l'hydroélectricité dans le bouquet énergétique, alors que cette source d'énergie est souvent imprévisible pendant la saison sèche.

Le parc, qui sera implanté à environ 10 km à l'est du lac Turkana dans le nord du Kenya, dans une zone désertique, rocheuse et peu peuplée, se composera de 356 éoliennes, d'un réseau électrique de 33 kV et d'un transformateur 33 kV-200 kV, et injectera 310 MW d'énergie éolienne fiable et peu onéreuse dans le réseau électrique kényan.



SUSTAINABLE
ENERGY FOR ALL

Région	Afrique de l'Est : Kenya
Secteur	Énergie (SE4All)
Type de subvention	IF pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	25 000 000 EUR
Coût total du projet	estimé à 620 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	BEI

La centrale éolienne, élaborée dans le cadre du programme national kényan « Producteurs d'électricité indépendants » (PEI), destiné à attirer des investisseurs privés dans ce secteur, vendra son électricité à la compagnie nationale Kenya Power & Lighting Co. (KPLC) en vertu d'un contrat d'achat d'électricité sur 20 ans. Une fois achevé, le projet constituera initialement jusqu'à 17 % de la puissance installée du pays, dans un marché en forte croissance et caractérisé par une offre limitée. Ce projet est la première opération de grande ampleur dans le secteur de l'énergie éolienne au Kenya et dans sa région, et il pourrait servir de base au déploiement de cette énergie en Afrique de l'Est. Il aidera le Kenya à répondre à la demande croissante et actuellement insatisfaite d'électricité, grâce à l'exploitation d'une source d'énergie renouvelable, et à réduire sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés et de la production hydroélectrique (qui est sensible aux aléas du climat). Il appuiera par ailleurs le développement économique et évitera les effets néfastes pour l'environnement de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles.

L'instrument de financement

Le FFUEAI apportera une participation en fonds propres au projet afin de combler un besoin de financement et ainsi lever un important obstacle au bouclage financier. Cette opération générera des avantages directs pour le consommateur final kényan en appuyant un projet qui fournira pendant plus de vingt ans de l'électricité à partir d'une source pérenne et à un prix favorable.

Accès à l'électricité dans le département de l'Atlantique au Bénin : subvention à l'investissement pour faciliter les raccordements au réseau



Région	Afrique de l'Ouest : Bénin
Secteur	Énergie (SE4All)
Type de subvention	SI pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	20 000 000 EUR
Coût total du projet	estimé à 53 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	AFD

Le projet

Le secteur béninois de l'électricité a grand besoin d'améliorations : il souffre de coûts élevés, d'importantes pénuries, de pannes fréquentes, d'investissements inadaptés et d'une forte dépendance envers les pays voisins (en premier lieu le Nigeria et le Ghana) pour son approvisionnement. Les réseaux sont surchargés et l'investissement y accuse en général un retard de 15 ans. Le Bénin a du mal à faire face à une demande qui ne cesse de croître (8 % par an en moyenne au cours des dix dernières années).

Le projet doit s'attaquer à ces problèmes ; il comprend deux volets : (i) l'amélioration de l'accès au réseau dans les zones urbaines et périurbaines des faubourgs de l'ouest de Cotonou, la capitale économique, et du département de l'Atlantique, et (ii) l'électrification rurale dans ce même département de l'Atlantique. Au total, 670 km de lignes de transport seront construits, qui amélioreront l'accès à l'électricité pour environ 270 000 consommateurs. Le projet ne fera pas qu'augmenter les volumes, il améliorera aussi la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement, appuyant ainsi, automatiquement, le développement économique des zones à l'ouest de Cotonou. Il contribuera à la réduction de la pauvreté dans un pays qui se place au 166^e rang sur 187 dans le dernier classement selon l'indice de développement humain. Le côté durable est assuré, puisque le projet a été conçu pour répondre à la demande pendant les vingt prochaines années.



La subvention à l'investissement

La SI du FFUEAI facilitera la réalisation d'un nombre important (estimé à 34 000) de raccordements au réseau, touchant quelque 80 villages. L'opération financera la composante « accès » pour la zone rurale (estimée à 9 millions d'EUR), le programme de raccordements pour la zone urbaine et périurbaine (estimé à 6 millions d'EUR) ainsi que les frais d'ingénierie du promoteur (budget de 5 millions d'EUR). La subvention assurera ainsi la viabilité financière du projet ; un prêt de vingt ans serait en effet une charge trop lourde à supporter pour la Société béninoise d'énergie électrique (SBEE), la compagnie de distribution d'électricité du Bénin – le taux de rentabilité interne serait négatif, de même que les cash-flows nets.



Financement des énergies vertes dans la région de l'océan Indien (GEFIOR) : assistance technique pour la mise au point de projets dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique

Le projet

Maurice et les Seychelles connaissent une crise de l'énergie qui ne cesse de s'aggraver sous l'effet d'une demande croissante d'énergie couplée à une forte dépendance vis-à-vis des importations de combustibles fossiles. Investir dans les énergies renouvelables (ER) et l'efficacité énergétique (EE) offre à ces petits États insulaires un moyen de maîtriser leurs coûts énergétiques et de renforcer leur capacité de résistance aux chocs économiques externes. Les investisseurs ont généralement tendance à jouer la prudence et à choisir de financer des projets standard de préférence à des options performantes ou innovantes, même lorsque ces dernières sont déjà utilisées dans les pays développés depuis des années et ont fait la preuve de leur fiabilité. Le but du programme GEFIOR est donc de briser ce cercle vicieux et d'amener les investisseurs à s'intéresser aux projets d'ER et d'EE en améliorant de façon notable la préparation des projets.

Le projet proposé comporte deux volets :

1. une ligne de crédit de 60 millions d'EUR à des conditions libérales, accordée aux principales banques mauriciennes et à leurs filiales dans les pays voisins pour les inciter à financer l'amélioration de l'utilisation de l'énergie et l'appui aux énergies renouvelables dans le secteur privé ;
2. une assistance technique et financière pour aider les promoteurs à identifier et mettre au point des projets d'énergie durables.

L'opération renforcera la compétitivité des entreprises locales et fera diminuer la charge pour le budget de l'État. En outre, elle atténuera les effets néfastes pour la santé des populations grâce à une réduction de la pollution. Les résultats attendus sont notamment une puissance installée supplémentaire de 25 MW sous forme d'ER et une économie annuelle de 50 GWh.



SUSTAINABLE ENERGY FOR ALL

Région	Afrique australe et océan Indien : Maurice
Secteur	Énergie (SE4All)
Type de subvention	AT pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	1 700 000 EUR
Coût total du projet	estimé à 71,9 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	AFD

L'opération d'assistance technique

Le FFUEAI fournira une subvention d'AT de 1,7 million d'EUR destinée à améliorer l'appétit des intermédiaires financiers locaux pour les projets d'ER et d'EE ainsi que leurs compétences dans ces domaines, et sera répartie en cinq grands volets :

1. appui à la prospection, à la préparation et à la réalisation de projets ;
2. renforcement des capacités et transfert de connaissances ;
3. sensibilisation des acteurs et diffusion des meilleures pratiques au niveau régional ;
4. suivi et évaluation du programme ;
5. aide financière à la réalisation d'audits de la situation énergétique.



Accès à l'énergie au Liberia (LIBERIA ENERGY ACCESS) : subvention à l'investissement pour l'électrification rurale, périurbaine et urbaine

Le projet

Le Liberia a l'un des taux de raccordement à l'électricité les plus bas du monde (actuellement, moins de 2 % des foyers à l'échelle nationale), tandis que l'accès à l'énergie est pratiquement inexistant dans tout le pays. Pour atteindre les objectifs fixés par les autorités libériennes (70 % de la population raccordée dans la capitale, Monrovia, et 35 % dans les zones rurales, d'ici à 2030), le secteur de l'électricité a un besoin criant de développer son infrastructure – en majeure partie détruite durant les années de guerre civile, de 1989 à 2003.

En développant le réseau de transport et de distribution d'électricité, le projet Liberia Energy Access – Phase 1 s'attaquera à trois grands obstacles du secteur de l'électricité au Liberia, à savoir : (i) le faible accès à l'électricité à Monrovia et dans le comté de River Gee ; (ii) l'inexistence de l'approvisionnement en électricité dans les zones rurales ; (iii) les moyens, humains et techniques, limités du secteur de l'énergie. Le projet permettra à la



Région	Afrique de l'Ouest : Liberia
Secteur	Énergie (SE4All)
Type de subvention	SI pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	10 000 000 EUR
Coût total du projet	estimé à 44,8 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	BAfD

compagnie nationale d'électricité de proposer raccordement et compteur à de nouveaux clients. Au total, il bénéficiera à quelque 15 000 foyers (soit environ 90 000 personnes).

La subvention à l'investissement

La SI financera la construction de réseaux de distribution dans le comté de River Gee, ainsi que l'installation de lignes de transport et de distribution et de transformateurs à Monrovia et dans ses environs.





Projets en phase de préparation

Des modes de cuisson propres pour l'Afrique (CLEAN COOKING FOR AFRICA) : assistance technique à la préparation de projets



Le projet

Des milliards de personnes dans le monde ne bénéficient toujours pas de services d'énergie élémentaires modernes, ni d'un accès fiable à l'électricité ou à des modes de cuisson «propres». Pour beaucoup d'entre elles (surtout des femmes et des enfants), cette offre d'énergie insuffisante les contraint à consacrer une grande partie de leur temps au ramassage de bois de chauffe – un temps qu'elles pourraient employer à aller au travail ou à l'école. Pour la plupart des foyers africains, les combustibles traditionnels à base de biomasse (bois de chauffage, charbon de bois, déchets agricoles...) restent les premières sources d'énergie pour le chauffage et la cuisson. L'utilisation de ces combustibles est cause de deux grands problèmes : l'abattage des arbres, qui entraîne un déboisement à grande échelle, et la pollution intérieure, qui est à l'origine de graves troubles de santé. C'est là qu'intervient le programme Clean Cooking for Africa («des modes de cuisson propres pour l'Afrique»). Son objectif est d'établir le cadre de marché pour une transition à grande échelle vers des modes de cuisson «propres», consistant à remplacer les poêles obsolètes et les feux ouverts par des dispositifs modernes utilisant du gaz de pétrole liquéfié (GPL). La

Région	Continent africain : Cameroun, Ghana et Kenya
Secteur	Énergie (SE4All)
Type de subvention	AT pour le soutien au projet en phase d'investissement
Montant de la subvention	1 700 000 EUR
Coût total du projet	à déterminer
Bailleur de fonds principal du GBF	KfW

fourniture de solutions de cuisson propres est l'un des onze domaines d'action au titre de l'initiative (SE4All).

L'opération d'assistance technique

La subvention d'AT de 1,7 million d'EUR du FFUEAI financera une étude de faisabilité pour la préparation de ce programme régional dans trois pays pilotes : le Kenya, le Ghana et le Cameroun. Cette étude de faisabilité visera à sélectionner et mettre au point des investissements, mais aussi à formuler des recommandations stratégiques pour ouvrir et développer le marché du GPL et faire de ce combustible, rapidement et à grande échelle, une solution incontournable pour la cuisson propre.



Exemple de mise en œuvre réussie d'une subvention **du FFUEAI**



« Le programme GET FiT nous aidera à développer
un approvisionnement en énergie fiable
et sans danger pour le climat. »

Peter Lokeris,
ministre d'État ougandais pour le développement des ressources minérales



Le programme GET FiT

Dans le contexte des efforts de l'Afrique de l'Est pour faire face à la demande croissante d'énergie, l'État ougandais, en collaboration avec la KfW et Deutsche Bank, a lancé un programme novateur de financement du développement des énergies renouvelables baptisé Global Energy Transfer Feed-in Tariff (GET FiT).

Le principal objectif du programme GET FiT est de combattre les changements climatiques et la pénurie d'énergie en soutenant l'investissement privé dans des projets d'énergie renouvelables à forte intensité de capital dans les pays émergents et en développement. La KfW (l'agence allemande de développement), aidée de donateurs, a passé beaucoup de temps avec les parties prenantes publiques ougandaises pour sensibiliser davantage aux besoins du secteur privé. Le programme entend attirer des investisseurs privés en les rassurant sur la transparence, la viabilité et la solidité des projets, et en garantissant des contrats d'achat à prix prédéterminé pour l'électricité verte (tarifs de rachat garantis). En outre, les autorités ougandaises ont sollicité le soutien de la Banque mondiale pour qu'elle atténue les risques politique et commercial en accordant des garanties partielles de risques afin d'améliorer le profil de risque des projets pour les investisseurs.

Le programme ajoutera environ 150 MW au réseau d'électricité de l'Ouganda, grâce à un portefeuille d'une quinzaine de petits projets d'ER réalisables dans les trois à cinq prochaines années. De plus, il soutiendra la création des premières centrales solaires photovoltaïques raccordées au réseau, d'une puissance totale estimée de 20 MW. À côté des avantages financiers et des bienfaits pour la croissance, les projets en question auront aussi d'importants effets positifs pour le climat, puisqu'ils devraient réduire de 11 millions de tonnes sur vingt ans les émissions de dioxyde de carbone. Après son déploiement pilote en Ouganda, le programme devrait être étendu à d'autres pays d'Afrique de l'Est en 2014 et 2015.

Instruments

Le programme GET FiT en Ouganda consiste en trois instruments principaux : le GET FiT Premium Payment Mechanism (mécanisme de paiement de primes-

relais), une garantie partielle de risques émise par la Banque mondiale et un financement par le secteur privé. La mise en œuvre de ces instruments sera menée par trois entités : l'État ougandais (représenté par la KfW), la Banque mondiale et Deutsche Bank. Cette mise en œuvre sera étroitement coordonnée, et ce, afin de réduire au maximum les frais de transaction et d'obtenir la meilleure efficacité possible.

1. GET FiT Premium Payment Mechanism

Le mécanisme de paiement de primes-relais du programme GET FiT a vocation à rendre les petits projets de production d'énergie renouvelable (entre 1 MW et 20 MW de puissance installée) financièrement viables et, partant, de permettre à un vaste portefeuille de projets de passer aux stades du bouclage financier et de la mise en œuvre. Les primes versées au titre du mécanisme sont des paiements qui viennent s'ajouter au prix fixé par le tarif réglementé tel que publié par l'ERA (Electricity Regulatory Authority), l'autorité ougandaise de réglementation du secteur de l'électricité. Les primes seront versées sous forme de subvention à l'issue d'une procédure ouverte et transparente d'appel à propositions. Dans le cas des projets photovoltaïques, le niveau de la prime sera déterminé par une procédure d'enchères inversées dans laquelle les soumissionnaires obtenant le rang d'admissibilité le plus bas recevront un soutien. Le mécanisme de primes-relais sera mis en œuvre par la KfW pour le compte de l'État ougandais.

2. Garantie partielle de risques (GPR) de la Banque mondiale

Les autorités ougandaises ont officiellement demandé à la Banque mondiale d'étudier l'utilisation d'un mécanisme de garantie partielle de risques (GPR) pour les projets bénéficiant du programme REFIT (Renewable Energy Feed-In Tariff ou tarif de rachat de l'énergie renouvelable). La GPR, qui doit être approuvée début 2014, serait utilisée pour faciliter l'apport d'un soutien en trésorerie à court terme (lettre de crédit d'une banque commerciale). Cela offrira davantage de sécurité quant à la réception sans retard des paiements dus par l'UETCL (la société ougandaise de transport d'électricité) en vertu du contrat d'achat d'électricité.

En outre, les promoteurs privés pourront aussi profiter d'une couverture supplémentaire de la Banque mondiale concernant d'autres obligations de la personne publique (garantie en cas de résiliation, par exemple). Ces garanties supplémentaires seraient accordées directement aux bailleurs de fonds des projets.

3. Financement par le secteur privé

La banque allemande Deutsche Bank, en tant que concepteur du modèle GET FIT, travaille avec des banques commerciales locales et internationales pour faciliter les opérations de financement de projet. Les modalités et conditions des opérations reflèteront l'amélioration du profil de risque des projets soutenus par les mécanismes de primes-relais et de garanties du programme GET FIT ainsi que le renforcement des éléments du plan d'activité en conséquence de l'audit mené par les experts en équipements collectifs du programme GET FIT. Il n'est pas prévu de créer de véhicule (fonds) spécial consacré uniquement au financement de projets GET FIT. Il n'y a aucune exclusivité pour le volet « financement par le secteur privé » et les promoteurs privés sont libres de s'adresser à d'autres bailleurs de fonds pour se financer par emprunts et fonds propres.

La procédure

Les concepteurs et promoteurs de projets peuvent solliciter un soutien financier du programme GET FIT ou une garantie une fois que leur projet a atteint un stade avancé de mise au point et avant d'avoir signé un accord

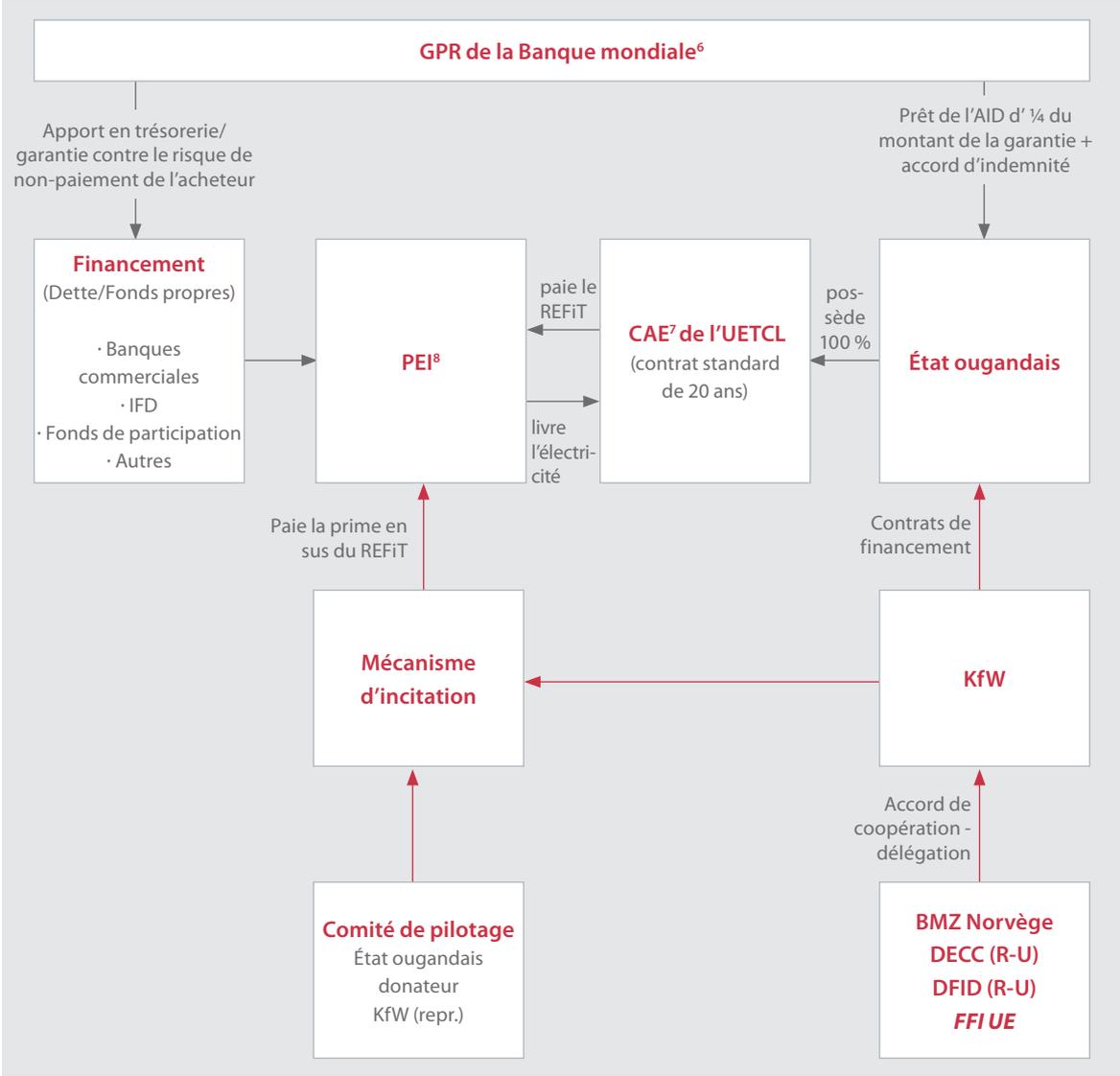
d'achat d'énergie avec l'UETCL. La KfW, pour le compte de l'ERA, continuera d'organiser les appels à propositions. La décision d'accorder ou non un soutien financier sera prise par un comité d'investissement indépendant à l'issue d'un examen des aspects économiques, techniques et socioécologiques. La prise de décision relative à la garantie partielle de risques de la Banque mondiale se fera en parallèle.

Les bénéfices attendus

Le programme GET FIT

- aidera à créer un environnement global plus propice à l'investissement privé dans les ER en améliorant le système des tarifs de rachat de l'énergie renouvelable et son application ;
- aidera à stabiliser les finances du secteur ougandais de l'électricité en créant de nouvelles capacités de production peu onéreuses ;
- permettra à l'Ouganda de progresser dans la réalisation de ses ambitieux objectifs d'électrification ;
- améliorera l'offre de financement commercial à long terme pour les petits projets de production d'énergie renouvelable en Ouganda ;
- aidera à décentraliser et à diversifier le bouquet énergétique ougandais et, partant, à renforcer la sécurité énergétique.

Le programme GET FIT – Global Energy Transfer Feed-in-Tariff (tarifs de rachat pour les transferts d'énergie mondiaux) en Ouganda a été mis sur pied conjointement par l'État ougandais, l'ERA (Electricity Regulatory Authority – l'autorité ougandaise de réglementation du secteur de l'électricité), l'agence allemande de développement KfW et la banque Deutsche Bank, et bénéficie du soutien de la Norvège, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, ainsi que de la Banque mondiale au travers de son instrument Garantie partielle de risques. Le programme GET FIT répond à une demande du Groupe consultatif du Secrétaire général des Nations unies sur l'énergie et les changements climatiques de proposer des solutions pour promouvoir les projets relatifs aux énergies renouvelables dans les pays en développement. Tous les projets bénéficiant du GET FIT devraient être raccordés au réseau d'ici à la fin de 2016. Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures soutient le programme GET FIT en Ouganda par une subvention à l'investissement de 20 millions d'EUR pour cofinancer le mécanisme de paiement de primes-relais (Premium Payment Mechanism) et rendre les projets de petite dimension financièrement viables. Grâce à cette subvention, ce sont quelque 900 000 personnes qui pourraient voir amélioré leur accès à l'énergie.



⁶ Garantie partielle de risques

⁷ Contrat d'achat d'électricité

⁸ Producteur d'électricité indépendant (promoteur privé)

Opérations de subvention ayant reçu une approbation de principe **en 2013**



Opération de subvention	Région	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant	Breve description
Projet LAKE VICTORIA REGIONAL TRANSPORT	Afrique de l'Est	Transports	AT	PIDG	1 400 000	<p>Seconde phase de cette opération d'AT : définition et conception techniques, EIES, études supplémentaires du milieu aquatique, évaluation du cadre juridique et institutionnel et autres activités liées à la mise au point du projet. L'assistance technique a été demandée pour appuyer la réalisation de plusieurs études clés, le recrutement de consultants et les analyses.</p> <p>Développement des équipements de transport commercial par bateau, à savoir : (a) mise à niveau technique et rénovation des infrastructures portuaires à et autour de Port Bell (Ouganda), Mwanza et Bukoba (Tanzanie) et Kisumu (Kenya), y compris la construction de nouveaux appontements, et (b) passation des marchés pour l'acquisition d'une flotte moderne de porte-conteneurs et barges.</p>



Opération de subvention	Région	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant	Brève description
Projet UGANDA RURAL ELECTRIFICATION	Afrique de l'Est	Énergie	SI	AFD	10 000 000	Extension du réseau sur deux zones de service dans l'ouest et le sud de l'Ouganda, comprenant la construction d'environ 407 km de lignes de transport 33 kV, de transformateurs et de raccordements particuliers, pour l'une des zones, et de 524 km de lignes 33 kV, pour l'autre.
Programme CLEAN COOKING FOR AFRICA	Continent africain	Énergie	SI	KfW	15 000 000	Apport de capital d'amorçage à un fonds destiné à accroître la demande qui fournira des financements pour des dispositifs de cuisson propre, en collaboration avec des institutions financières locales. Le Global LPG Partnership est un partenariat public-privé créé par des acteurs du secteur et l'Association mondiale des GPL, des représentants des États de la région, des entreprises locales du domaine du GPL et la communauté sanitaire internationale, entre autres.

Total des décaissements sur la période 2007-2013



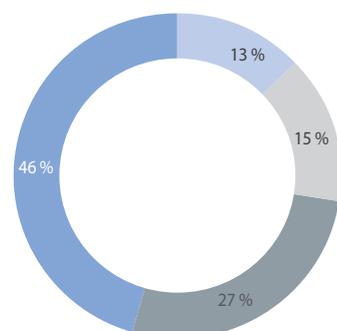
Au 31 décembre 2013, le total des décaissements du FFUEAI atteignait près de 102 millions d'EUR, soit 20 % du total des opérations de subvention approuvées.

En 2013, le FFUEAI a décaissé en tout 17,8 millions d'EUR à l'appui de 22 projets. Ces décaissements ont été faits exclusivement au titre du guichet régional du Fonds.

Par rapport à 2012, le nombre des décaissements est passé de 35 à 38, même si le montant total décaissé ne représente que la moitié de celui de 2012.

Le total des décaissements à la fin de 2013 concernait principalement des projets dans le secteur de l'énergie (46 %) comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Décaissements du FFUEAI, par secteur



■ Énergie ■ Transports ■ Eau ■ TIC

Année	Montant (Mio EUR)	Nombre
2007	-	0
2008	1,08	5
2009	22,40	12
2010	8,39	14
2011	17,54	30
2012	34,54	35
2013	17,82	38
Total	101,77	



Perspectives – la réserve de projets



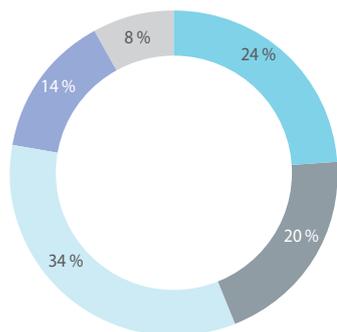
Au 31 décembre 2013, les projets constituant la réserve du FFUEAI représentaient un montant total de 885 millions d'EUR, dont environ 660 millions d'EUR correspondaient à des projets pouvant prétendre à un soutien au titre du guichet SE4All.

Un quart de l'ensemble des projets de la réserve du FFUEAI sont également associés au Programme d'action prioritaire (PAP) du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA). Si l'on

exclut de cette réserve les projets «SE4All» (pour l'essentiel, des projets nationaux et donc, non pris en considération par le PAP du PIDA), la part des projets du FFUEAI qui sont couverts par le PAP du PIDA dépasse 55 %, ce qui traduit la forte adéquation du guichet «infrastructures régionales» classique du FFUEAI avec l'objectif d'appropriation et les priorités de l'Afrique.

Le graphique ci-dessous montre la répartition de la réserve de projets du FFUEAI par région.

Réserve d'opérations de subvention du FFUEAI, par région



■ Afrique de l'Ouest ■ Afrique australe et océan Indien
■ Afrique de l'Est ■ Continent africain ■ Afrique centrale

Réserve de projets du FFUEAI, par région

	TOTAL	Guichet SE4All seul
Afrique de l'Ouest	212 975 000	109 775 000
Afrique australe et océan Indien	179 050 000	145 250 000
Afrique de l'Est	299 900 000	228 600 000
Continent africain	121 700 000	121 700 000
Afrique centrale	72 000 000	57 000 000
	885 625 000	662 325 000

Conclusions

du Président du comité de gestion



L'année 2013 a été la plus dynamique à ce jour pour le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures : 17 opérations de subvention ont été approuvées, pour un montant total de 129 millions d'EUR, soit une belle progression, qui porte le nombre total d'opérations de subvention à 92 et leur montant cumulé à 500 millions d'EUR.

Près des trois quarts des opérations approuvées de 2013 l'ont été au titre du nouveau guichet SE4All, auquel la Commission européenne a affecté une enveloppe de 329 millions d'EUR en 2012. Les projets « SE4All » ont contribué aux trois objectifs recherchés : accroissement de la production d'énergie renouvelable, amélioration de l'accès à l'électricité et augmentation de l'efficacité énergétique. L'approbation de projets d'infrastructure régionaux, le principal axe d'intervention du FFUEAI, s'est également poursuivie et l'enveloppe régionale a été abondée par le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Par ailleurs, je tiens à souligner qu'en 2013, le Fonds fiduciaire a encore diversifié ses formes de soutien financier en mettant en place le premier instrument financier – en l'occurrence, une prise de participation rémunérée dans le projet LAKE TURKANA WIND POWER. En 2012, le comité de gestion avait approuvé un cadre pour l'évaluation des projets admissibles par d'autres intermédiaires financiers, généralement des banques locales, pour la rétrocession de prêts en faveur de projets de petite ou moyenne

dimension, ce qui a logiquement donné lieu à la première opération de lignes de crédit dans plusieurs pays en 2013.

L'appropriation des projets par les parties prenantes africaines étant assurée pour tous les projets, plus de la moitié des opérations de subvention soutenues par le FFUEAI concernent des projets compris dans le Programme d'action prioritaire (PAP) du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), l'initiative de plusieurs milliards de dollars pour la période jusqu'à 2040 qu'ont adoptée les chefs d'État et chefs de gouvernement africains en 2012. Ce pourcentage montre à quel point l'identité est forte entre les priorités du FFUEAI et celles des États africains, et il illustre la mobilisation du Fonds pour l'appropriation par les bénéficiaires en Afrique.

Une étude réalisée en 2013 sur les résultats du FFUEAI a conclu que les principaux facteurs de réussite du Fonds étaient son ancrage, unique en son genre, sur une région, sa souplesse, les résultats ob-



tenus à la suite de ses soutiens préinvestissement, et la coopération entre les institutions financières. La Commission européenne et les États membres de l'UE continuent de discuter de la structure la plus appropriée pour les futurs instruments régionaux de panachage au titre de la Plateforme européenne pour le panachage des fonds à l'appui de la coopération extérieure (EUBEC), de sorte que des éléments de ce cadre pourraient encore être harmonisés. Les négociations se concluront probablement dans l'année qui vient, ce qui ouvrira la voie à la mise en œuvre du Cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2014-2020 dans le domaine extérieur.

D'ici là, le FFUEAI reste correctement doté, avec

une réserve solide, spécialement pour son guichet SE4All, et très actuel, avec un accord mis à jour, signé en juillet 2013. Nous sommes convaincus que 2014 sera une nouvelle année de succès.

Permettez-moi de conclure sur un mot de remerciement à l'équipe et à M^{me} Francesca Mosca, qui m'a précédé à la présidence du comité de gestion, pour les grandes réussites du Fonds en 2013.

Roberto Ridolfi,
Président du comité de gestion



Annexes

- 45** Liste des opérations de subvention approuvées sur la période 2007-2013
- 48** États financiers abrégés
- 50** Liste des donateurs, de leurs représentants, des membres du GBF et total des contributions reçues
- 51** Glossaire des abréviations et acronymes



1. Liste des opérations de subvention approuvées sur la période 2007-2013

Intitulé	Région	Secteur	Type	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant	Date d'approbation	Situation actuelle
Accès à Douala	Afrique centrale	Transports	BI	AFD	5 700 000	16.09.2010	En cours
Fonds de garantie pour l'énergie en Afrique	Continent africain	Énergie	AT	BEI	1 000 000	29.06.2012	En cours
Mécanisme en faveur des énergies renouvelables en Afrique	Afrique de l'Est	Énergie	SD	BEI	5 000 000	13.12.2012	En cours
Mécanisme en faveur des énergies renouvelables en Afrique	Afrique de l'Est	Énergie	AT	BEI	3 000 000	13.12.2012	En cours
ASECNA – Programme d'AT à l'appui du renforcement des capacités	Continent africain	Transports	AT	BEI	2 000 000	29.06.2012	En cours
Programme EGNOS de l'ASECNA	Continent africain	Transports	AT	BEI	5 000 000	07.02.2013	En cours
AXIS – Le système africain de points d'échange internet	Continent africain	TIC	AT	Lux-Development	5 100 000	19.08.2010	En cours
Corridor de Beira	Afrique australe et océan Indien	Transports	BI	BEI	29 000 000	18.12.2008	En cours
Rénovation des réseaux de transport d'électricité du Bénin et du Togo	Afrique de l'Ouest	Énergie	BI	BEI	12 250 000	10.11.2009	En cours
Accès à l'électricité dans la province de l'Atlantique, au Bénin	Afrique de l'Ouest	Énergie	SI	AFD	20 000 000	12.12.2013	En cours
Élaboration et mise en place d'un système de gestion sociale et environnementale à la BOAD	Afrique de l'Ouest	Multi-sectoriel	AT	BAFD	400000	19.08.2011	En cours
Phase II du projet hydroélectrique de Bumbuna	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	PIDG	2 500 000	07.11.2012	En cours
Renforcement des capacités de la BOAD	Afrique de l'Ouest	Multi-sectoriel	AT	BEI	900 000	23.08.2010	En cours
Interconnexion de Caprivi	Afrique australe et océan Indien	Énergie	BI	BEI	15 000 000	22.01.2008	Décaissé en totalité
Corridors routiers d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Transports	AT	BEI	2 500 000	15.12.2011	Décaissé en totalité
Programme pour des moyens de cuisson propres en Afrique	Continent africain	Énergie	AT	KfW	1 700 000	12.12.2013	En cours
Interconnexion électrique CLSG	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	BEI	3 000 000	16.10.2007	En cours
Interconnexion électrique CLSG	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	BEI	1 750 000	23.03.2011	En cours
Interconnexion électrique CLSG	Afrique de l'Ouest	Énergie	BI	BEI	12 500 000	19.09.2012	En cours
Interconnexion électrique CLSG	Afrique de l'Ouest	Énergie	SD	BAFD	10 000 000	19.09.2012	En cours
Corridor routier Congo-Gabon et facilitation des transports	Afrique centrale	Transports	AT	BAFD	3 402 100	06.12.2013	En cours
Câble sous-marin EASSy	Afrique de l'Est	TIC	AT	BEI	2 600 000	05.07.2007	Décaissé en totalité
Corridor de transport d'Afrique de l'Est	Afrique de l'Est	Transports	BI	BEI	16 600 000	15.12.2011	En cours
Réglementation du secteur de l'électricité dans la CEDEAO	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	AFD	1 700 000	10.11.2009	En cours
Participation des banques à des projets de transition énergétique	Afrique de l'Est	Énergie	AT	AFD	2 000 000	29.06.2010	En cours
Participation des banques à des projets de transition énergétique	Afrique de l'Est	Énergie	AT	AFD	2 100 000	27.06.2013	En cours
Interconnexion Éthiopie – Kenya	Afrique de l'Est	Énergie	AT	KfW	550 000	10.07.2007	Décaissé en totalité
Agrandissement du port de Walvis Bay	Afrique australe et océan Indien	Transports	AT	KfW	450 000	14.12.2009	Décaissé en totalité
Extension des réseaux de distribution de NIGELEC	Afrique de l'Ouest	Énergie	SI	AFD	11 000 000	24.10.2013	En cours

Intitulé	Région	Secteur	Type	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant	Date d'approbation	Situation actuelle
Aménagement hydroélectrique de Félou	Afrique de l'Ouest	Énergie	BI	BEI	9 335 000	10.07.2007	En cours
Financement d'investissements d'entreprises privées dans l'EE et les ER en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	AFD	1 500 000	24.10.2013	En cours
Financement d'investissements d'entreprises privées dans l'EE et les ER en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest	Énergie	SI	AFD	4 500 000	24.10.2013	En cours
Financement des énergies vertes dans la région de l'océan Indien (GEFIOR)	Afrique australe et océan Indien	Énergie	AT	AFD	1 700 000	12.12.2013	En cours
Dispositif d'atténuation du risque géothermique	Afrique de l'Est	Énergie	SD	KfW	30 000 000	20.10.2011	En cours
Programme GET FIT	Afrique de l'Est	Énergie	SI	KfW	20 000 000	24.10.2013	En cours
Centrale hydroélectrique de GIBE III (EIES)	Afrique de l'Est	Énergie	AT	BEI	1 300 000	14.12.2009	Décaissé en totalité
Interconnexion Bolgatanga Ouagadougou	Afrique de l'Ouest	Énergie	BI	BEI	6 700 000	20.10.2011	En cours
Interconnexion Bolgatanga Ouagadougou	Afrique de l'Ouest	Énergie	BI	AFD	2 800 000	20.10.2011	En cours
Interconnexion Bolgatanga Ouagadougou	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	AFD	4 800 000	20.10.2011	En cours
Centrale hydroélectrique d'Itezhi Tezhi	Afrique australe et océan Indien	Énergie	BI	BEI	17 600 000	12.03.2012	En cours
Centrale hydroélectrique d'Itezhi Tezhi	Afrique australe et océan Indien	Énergie	AT	BEI	600 000	12.03.2012	En cours
Agrandissement de l'aéroport international Jomo Kenyatta	Afrique de l'Est	Transports	AT	BEI	5 000 000	14.12.2009	En cours
Eau et assainissement dans la région de Kampala et du lac Victoria (WATSAN)	Afrique de l'Est	Eau	BI	KfW	14 000 000	29.06.2010	En cours
Eau et assainissement dans la région de Kampala et du lac Victoria (WATSAN)	Afrique de l'Est	Eau	AT	KfW	8 000 000	29.06.2010	En cours
Pont de Kazungula et poste-frontière	Afrique australe et océan Indien	Transports	AT	BAfD	1 000 000	05.07.2011	En cours
Pont de Kazungula et poste-frontière	Afrique australe et océan Indien	Transports	AT	BAfD	2 000 000	13.12.2012	En cours
Interconnexion Kibuye – Goma – Birembo	Afrique de l'Est	Énergie	AT	KfW	800 000	15.04.2010	Décaissé en totalité
Parc éolien du lac Turkana	Afrique de l'Est	Énergie	IF	BEI	25 000 000	24.10.2013	En cours
Transports de la région du lac Victoria	Afrique de l'Est	Transports	AT	PIDG	600 000	12.12.2013	En cours
Amélioration de l'accès à l'énergie pour le Liberia	Afrique de l'Ouest	Énergie	SI	BAfD	10 000 000	12.12.2013	En cours
Aménagement hydroélectrique du cours inférieur de l'Orange	Afrique australe et océan Indien	Énergie	AT	BEI	1 600 000	29.06.2010	Décaissé en totalité
Modernisation des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement de Mwanza et des villes du pourtour du lac Victoria	Afrique de l'Est	Eau	BI	BEI	10 700 000	07.11.2012	En cours
Modernisation des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement de Mwanza et des villes du pourtour du lac Victoria	Afrique de l'Est	Eau	AT	BEI	5 500 000	07.11.2012	En cours
Modernisation des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement de Mwanza et des villes du pourtour du lac Victoria	Afrique de l'Est	Eau	AT	AFD	1 500 000	07.11.2012	En cours
Aéroport de Maputo	Afrique australe et océan Indien	Transports	AT	AFD	1 600 000	05.07.2011	En cours
Ligne de transport d'électricité entre Masaka et Mbarara	Afrique de l'Est	Énergie	AT	AFD	800 000	19.04.2012	En cours
Interconnexion Mauritanie-Sénégal	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	AFD	5 500 000	12.12.2013	En cours
Connexion par câble sous-marin en Mauritanie	Afrique de l'Ouest	TIC	BI	BEI	1 626 791	04.02.2011	Décaissé en totalité
Agrandissement du terminal de conteneurs de l'île Maurice	Afrique australe et océan Indien	Transports	SD	AFD	3 000 000	19.04.2012	En cours
Centrale hydroélectrique de Mount Coffee	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	BEI	1 500 000	15.04.2010	En cours
Dorsale au Mozambique (CESUL)	Afrique australe et océan Indien	Énergie	AT	BEI	700 000	14.12.2009	En cours



Intitulé	Région	Secteur	Type	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant	Date d'approbation	Situation actuelle
Dorsale au Mozambique (CESUL)	Afrique australe et océan Indien	Énergie	AT	AFD	1 500 000	24.02.2011	En cours
Centrale hydroélectriques de Muchinga	Afrique australe et océan Indien	Énergie	AT	PIDG	2 619 000	05.07.2011	Décaissé en totalité
Extension ferroviaire multimodale du port de Dar es-Salaam	Afrique de l'Est	Transports	AT	KfW	257 000	23.03.2011	En cours
Schéma directeur des transports de Namibie	Afrique australe et océan Indien	Transports	AT	BEI	560 000	09.11.2010	En cours
Centrale hydroélectrique de Gouina OMVS	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	AFD	1 000 000	18.12.2008	En cours
Port de Pointe-Noire	Afrique centrale	Transports	BI	AFD	6 600 000	10.11.2009	En cours
Port de Pointe-Noire	Afrique centrale	Transports	AT	AFD	2 000 000	14.12.2009	En cours
Réhabilitation des centrales hydroélectriques de Ruzizi I et II	Afrique centrale	Énergie	AT	KfW	3 000 000	02.10.2012	En cours
Remise en état de la grande route de l'Est	Afrique australe et océan Indien	Transports	BI	BEI	25 000 000	29.06.2010	En cours
Remise en état de la grande route de l'Est	Afrique australe et océan Indien	Transports	AT	BEI	1 000 000	29.06.2010	En cours
Remise en état de la grande route de l'Est	Afrique australe et océan Indien	Transports	BI	AFD	10 800 000	09.11.2010	En cours
Remise en état de la grande route de l'Est	Afrique australe et océan Indien	Transports	BI	AFD	2 900 000	05.07.2011	En cours
Projet hydroélectrique des chutes de Rusumo	Afrique de l'Est	Énergie	SI	BAfD	12 750 000	11.11.2013	En cours
Projet hydroélectrique des chutes de Rusumo	Afrique de l'Est	Énergie	AT	BAfD	250 000	11.11.2013	En cours
Centrale hydroélectrique de Ruzizi III	Afrique centrale	Énergie	AT	BEI	2 800 000	29.05.2008	Décaissé en totalité
Centrale hydroélectrique de Ruzizi III	Afrique centrale	Énergie	AT	BEI	1 400 000	15.04.2010	Décaissé en totalité
Centrale hydroélectrique de Sambangalou	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	AFD	350 000	14.12.2009	Décaissé en totalité
Télé médecine par satellite pour l'Afrique	Continent africain	TIC	AT	Lux-Deve- lopment	4 000 000	23.08.2010	En cours
Câble sous-marin des Seychelles	Afrique australe et océan Indien	TIC	SD	BEI	4 000 000	14.12.2010	Décaissé en totalité
Interconnexion dorsale de Tanzanie	Afrique de l'Est	Énergie	BI	BEI	13 700 000	14.12.2010	En cours
Corridor routier Togo-Burkina Faso	Afrique de l'Ouest	Transports	AT	BAfD	2 340 000	19.04.2012	En cours
Approvisionnement transfrontalier en eau entre Calueque (Angola) et Oshakati (Namibie)	Afrique australe et océan Indien	Eau	AT	KfW	2 400 000	25.05.2011	En cours
Ligne de transport d'électricité Kafue – Livingstone	Afrique australe et océan Indien	Énergie	BI	BEI	5 200 000	15.12.2011	En cours
Ligne de transport d'électricité Kafue – Livingstone	Afrique australe et océan Indien	Énergie	AT	BEI	350 000	15.12.2011	En cours
Étude de faisabilité de la partie occidentale du réseau UMOJANET	Afrique de l'Ouest	TIC	AT	AFD	1 350 000	14.12.2010	En cours
Actualisation du schéma directeur du WAPP	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	BEI	935 000	22.10.2009	Décaissé en totalité
Actualisation du schéma directeur du WAPP	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	BEI	515 000	23.08.2010	Décaissé en totalité
Retenue d'eau Via	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	BEI	4 800 000	12.12.2013	En cours
Interconnexion de la dorsale côtière du WAPP	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	BEI	1 750 000	27.03.2009	En cours
Interconnexion électrique du WAPP (Ghana-Burkina-Mali)	Afrique de l'Ouest	Énergie	AT	AFD	1 200 000	05.07.2011	En cours
Total					497 289 891		

2. États financiers abrégés

État de la situation financière

au 31 décembre 2013 (en milliers d'euros)

	Notes	31.12.2013	31.12.2012 (retraité)	01.01.2012 (retraité)
Actif				
Liquidités et équivalents	4	506 644	490 276	286 329
Autres éléments de l'actif	6	12 800	12 966	8 301
Total de l'actif		519 444	503 242	294 630
PASSIF ET RESSOURCES DES DONATEURS				
PASSIF				
Dettes envers les tiers	7	1 314	724	1 786
Autres éléments du passif	8	8	7	7
Total du passif		1 322	731	1 793
RESSOURCES DES DONATEURS				
Contributions	9	595 231	567 373	342 700
Bénéfices non répartis		-77 109	-64 862	-49 863
Total des ressources des donateurs		518 122	502 511	292 837
Total du passif et des ressources des donateurs		519 444	503 242	294 630

État du résultat global

pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 (en milliers d'euros)

	Notes	Du 01.01.2013 au 31.12.2013	Du 01.01.2012 au 31.12.2012 (retraité)
Intérêts et produits assimilés	10	18	369
Total des produits d'exploitation		18	369
Projets financés	11	-10 975	-10 865
Charges administratives générales	12	-1 280	-4 322
Charges de l'évaluation à mi-parcours	13	-	-174
Frais de représentation	14	-2	-
Frais d'audit		-8	-7
Total des charges d'exploitation		-12 265	-15 368
Perte nette de l'exercice		-12 247	-14 999
Total de la perte globale de l'exercice		-12 247	-14 999



État des variations des ressources des donateurs

pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 (en milliers d'euros)

	Contributions	Bénéfices non répartis	Total
Bilan retraité au 31 décembre 2012	567 373	-64 862	502 511
Total de la perte globale de l'exercice			
Perte nette de l'exercice	-	-12 247	-12 247
Transactions enregistrées directement dans les ressources des donateurs			
Contributions (note 9)	27 858	-	27 858
Bilan au 31 décembre 2013	595 231	-77 109	518 122

	Contributions	Bénéfices non répartis	Total
Bilan au 1^{er} janvier 2012, tel que publié précédemment	342 700	-48 077	294 623
Effet des modifications de la politique comptable	-	-1 786	-1 786
Bilan retraité au 1^{er} janvier 2012	342 700	-49 863	292 837
Total de la perte globale de l'exercice			
Perte nette de l'exercice (retraité)	-	-14 999	-14 999
Transactions enregistrées directement dans les ressources des donateurs			
Contributions (note 9)	224 673	-	224 673
Bilan retraité au 31 décembre 2012	567 373	-64 862	502 511

Tableau des flux de trésorerie

pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 (en milliers d'euros)

	Notes	Du 01.01.2013 au 31.12.2013	Du 01.01.2012 au 31.12.2012
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Intérêts reçus		18	369
Charges administratives générales	12	-1 114	-8 987
Projets financés		-10 385	-11 927
Charges de l'évaluation à mi-parcours	13	-	-174
Frais de représentation	14	-2	-
Frais d'audit		-7	-7
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		-11 490	-20 726
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Contributions reçues		27 858	224 673
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		27 858	224 673
Variation nette des liquidités et équivalents		16 368	203 947
Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice		490 276	286 329
Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice		506 644	490 276
Les liquidités et équivalents se décomposent comme suit :			
Comptes de dépôts (hors intérêts courus)		506 644	490 276

3. Liste des donateurs, de leurs représentants, des membres du GBF et total des contributions reçues

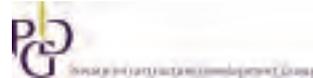
Donateur	Représentant	Bailleur de fonds	Contact auprès du bailleur de fonds	Contribution
Commission européenne	M. Roberto Ridolfi, Commission européenne – DG DEVCO	Banque européenne d'investissement	Morag Baird	308 700 000 +329 000 000 ⁹
Royaume-Uni	M. Harry Hagan, ministère britannique du développement international (DFID)	Banque africaine de développement	Alex Rugamba	113 000 000
Espagne	M ^{me} Carmen Balsa, ministère de l'économie et de la compétitivité	COFIDES	Fernando Aceña	10 000 000
France	M. Martin Amar, ministère des affaires étrangères	Agence française de développement	Matthieu Bommier	10 000 000
Allemagne	M. Franz Marré, ministère fédéral pour la coopération et le développement économiques	KfW Bankengruppe	Amelie D'Souza	9 000 000
Italie	M. Andrea Gianvenuti, ministère des affaires étrangères	Simest	Alessandra Mariani	5 000 000
Finlande	M. Jorma Suvanto, ministère des affaires étrangères	Finnfund	Jaakko Kangasniemi	5 000 000
Luxembourg	M ^{me} Peggy Frantzen, ministère des affaires étrangères	LuxDev	Richard Schmid	2 000 000
Autriche	M. Alexander Karner, agence autrichienne de développement	Banque autrichienne de développement	Wolfgang Pöcheim	2 000 000
Pays-Bas	M. Wim Bekker, ministère des affaires étrangères	PIDG	John Hodges	2 000 000
Grèce	M ^{me} Stamatia Kontopanayotou, représentation permanente de la Grèce auprès de l'UE	Ministère de l'économie et des finances	Katerina Alesta	1 000 000
Portugal	M ^{me} Ana Barreto, ministère des finances et de l'administration publique	SOFID	Paulo Lopes	1 000 000
Belgique	M. Moussa Badji, ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur et de la coopération au développement	BIO	Alain De Muyter	1 000 000
			Guichet régional global	469 700 000
			Guichet SE4All	329 000 000

⁹ Montant consacré au guichet SE4All



4. Glossaire des abréviations et acronymes

A		GPR	Garantie partielle de risques
AFD	Agence française de développement	GWh	gigawatt heure
AID	Association internationale de développement	I	
ASECNA	Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar	IF	instrument financier
AT	assistance technique	K	
B		KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
BAfD	Banque africaine de développement	KPLC	Kenya Power & Lighting Co.
BEI	Banque européenne d'investissement	kV	kilovolt
BI	bonification d'intérêts	L	
BIO	Société belge d'investissement pour les pays en développement	LuxDev	Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement
C		M	
CAE	contrat d'achat d'électricité	MW	mégawatt
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	N	
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale	NIGELEC	Société nigérienne d'électricité
CFP	cadre financier pluriannuel	P	
CO ₂	dioxyde de carbone	PAP	plan d'action prioritaire
D		PEI	producteur d'électricité indépendant
DFID	ministère britannique du développement international	PIDA	Programme de développement des infrastructures en Afrique
E		PIDG	Groupe de développement des infrastructures privées
EE	efficacité énergétique	PIR	programme indicatif régional
EGNOS	service européen de navigation par recouvrement géostationnaire	R	
EIES	évaluation des incidences environnementales et sociales	REFIT	Renewable Feed-In Tariff
ER	énergies renouvelables	R-U	Royaume-Uni
ERA	Electricity Regulatory Authority	S	
EUBEC	Plateforme européenne pour le panachage des fonds à l'appui de la coopération extérieure	SBEE	Société béninoise d'énergie électrique
F		SD	subvention directe
FFUEAI	Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures	SE4All	Initiative « Énergie durable pour tous »
Finnfund	Finnish Fund for Industrial Cooperation Ltd. (fonds finlandais pour la coopération industrielle)	SI	subvention à l'investissement
FMI	Fonds monétaire international	T	
G		TEP	tonne équivalent pétrole
GBF	Groupe des bailleurs de fonds (du FFI)	TIC	technologies de l'information et de la communication
GEFIOR	Financement des énergies vertes dans la région de l'océan Indien	U	
GET FIT	Global Energy Transfer Feed-in Tariff	UE	Union européenne
GIEC	Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat	UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
GPL	gaz de pétrole liquéfié	UETCL	société ougandaise de transport d'électricité
		W	
		WAPP	Pool d'énergie ouest-africain



Union européenne Afrique
Fonds fiduciaire pour les infrastructures

Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures

c/o Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

+352 4379-82970

www.eu-africa-infrastructure-tf.net

Les articles et informations de ce rapport peuvent être reproduits librement ; la BEI apprécierait toutefois une citation de la source et un envoi des coupures de presse.

© Photographies et illustrations : KfW, Shutterstock, EuropAid, EIB Photolibrary, ADB/BAD, EIB Photolibrary, Water for people, Caprivi/Rasmus Lauridsen, EIB Photolibrary/Eric dell'Erba/Photographe, Kafue Livingstone/Mark Leistner, Extrait du Film El-AITF, Planetspotters.net/Mickael, KfW, Abengoa Solar, Cabéolicas S.A., KfW/Mika Schmidt, KfW/Bernhard Schurian, Laurie Colles/photographe, KfW/Ute Grabowsky, EuropAid.

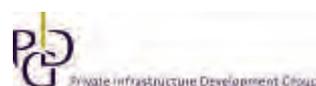
Mise en page : EIB GraphicTeam.

Imprimée par l'imprimerie Centrale sur papier MagnoSatin avec des encres à base d'huiles végétales. Le papier utilisé, certifié conformément aux règles du Forest Stewardship Council (FSC), est composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées).



Rapport annuel 2013

Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures



www.eu-africa-infrastructure-tf.net